

The background of the page features a network diagram with several nodes (small circles) connected by thin lines, creating a web-like structure. The nodes are arranged in a way that suggests a complex, interconnected network. The lines are a light brown color, and the nodes are a slightly darker shade of brown. The overall aesthetic is clean and modern, with a focus on connectivity and structure.

RESOLVE

NETWORK

D'auto-défenseurs à justiciers

Un cadre typologique
pour les groupes armés
communautaires

Dr Lauren Van Metre

CONTENU

À PROPOS DE CE RAPPORT3

SYNTHÈSE4

INTRODUCTION7

CADRE TYPOLOGIQUE 14

ÉTUDE DE CAS 26

CONCLUSION..... 40

SOURCES 43

À PROPOS DE CE RAPPORT

Ce rapport a été documenté et rédigé par le Dr Lauren Van Metre. Un certain nombre de membres du secrétariat du Réseau RESOLVE ont contribué à l'élaboration de ce rapport, notamment Mme Bethany McGann, responsable recherche et projet ; Mme Boglarka Bozsogi, coordinatrice recherche et communications ; Mme Kateira Aryaeinejad, responsable de la recherche et du projet ; et Mme Leanne Erdberg, directrice exécutive par intérim. RESOLVE tient à remercier les réviseurs de ce rapport et les membres du Conseil consultatif de la recherche du Réseau RESOLVE de lui avoir apporté leur soutien et leurs conseils. Enfin, RESOLVE tient à remercier le bureau africain de la United States Agency for International Development (USAID) pour son généreux soutien à ce rapport et à l'initiative de recherche de RESOLVE sur les groupes armés communautaires en Afrique subsaharienne.

Dr Lauren Van Metre est une experte de la paix et de la sécurité qui a travaillé sur d'importantes initiatives de résolution et de prévention des conflits du département de la défense américain, du département d'État américain, du U.S. Institute of Peace et du Atlantic Council. Elle a rejoint le National Democratic Institute (NDI) en 2018 pour diriger la nouvelle initiative de l'Institut sur la paix, la sécurité et la résilience démocratique, renforçant le travail de gouvernance du NDI dans les États fragiles et touchés par des conflits. Dr Van Metre est un expert de premier plan sur la résilience des communautés face à la violence, ayant mené des recherches et des initiatives sur le terrain pour renforcer la force et la capacité des communautés à résister aux acteurs violents et à se remettre du choc de la violence. Dr Van Metre est chercheuse principale invitée à l'Atlantic Council où elle écrit fréquemment pour *Ukraine Alert* sur la guerre du Donbass et ses impacts sur la politique et la société ukrainiennes, et chercheuse associée à l'Université de Louvain la Neuve en Belgique où elle prépare un volume édité sur la réconciliation et pourquoi elle peut échouer.

D'auto-défenseurs à justiciers (From Self-Defense to Vigilantism) fait partie de la série de recherche sur les groupes armés communautaires du Réseau RESOLVE, une initiative qui étudie la dynamique des groupes armés communautaires et les contextes dans lesquels ils opèrent pour identifier des approches potentielles pour les engager, les gérer et les transformer.

Pour plus d'informations sur RESOLVE, son réseau d'experts, ses projets et activités de recherche, veuillez visiter notre site Web à l'adresse www.resolvenet.org et suivre la discussion sur Twitter via [@resolvenet](https://twitter.com/resolvenet).

SYNTHÈSE

Présentation générale

Dans les conflits en Afrique subsaharienne, les groupes armés communautaires ou GAC (community-based armed groups ou CBAGs) sont un élément incontournable du paysage de la sécurité, et représentent un défi complexe pour les communautés, les gouvernements, les acteurs du développement et les fournisseurs de sécurité. Les groupes armés communautaires sont un sous-ensemble de groupes armés non étatiques ou GANE (non-state armed groups ou NSAGs), définis par leur relation avec l'État et les communautés locales et la manière dont ils exercent leur pouvoir. Alors que les GANE, comme les insurgés ou les groupes terroristes, cherchent à perturber ou à miner l'État pour prendre le pouvoir ou établir un système politique alternatif, les GAC peuvent être alignés ou complémentaires à l'État, ou ils peuvent opérer dans des zones grises où la présence de l'État est minimale. Ils ne poursuivent généralement pas de grandes ambitions et stratégies politiques ; ils font plutôt progresser les ambitions locales de leurs parties prenantes.

Étant donné la présence et la diversité influentes et croissantes des GAC dans les États touchés par un conflit, il est essentiel de développer des cadres analytiques et des typologies pour soutenir les acteurs internationaux, étatiques et communautaires interagissant avec les groupes armés en tant qu'acteurs politiques et sécuritaires. Les deux questions clés sont : 1) comment les GAC peuvent être engagés, gérés ou transformés pour jouer un rôle constructif dans les communautés locales dans les États faibles, fragiles ou touchés par un conflit ; et 2) comment leurs opérations peuvent exacerber la fragilité et la violence en s'attaquant par exemple aux communautés ou en s'alignant sur d'autres groupes armés non étatiques. Alors que l'attention se tourne de plus en plus sur la fragilité et la prédation de l'État en tant que causes profondes de la violence intrastate et de l'émergence de l'extrémisme violent, il est essentiel d'inclure les GAC dans toute analyse des réseaux politiques et sécuritaires informels qui sont dominants dans les États fragiles en l'absence d'institutions publiques formelles.

Ce rapport développe un cadre typologique pour améliorer la compréhension de ces groupes et leur rôle dans les réseaux politiques et sécuritaires informels. Pour élucider les opérations des GAC, en particulier le recours à la force, ce rapport identifie les fonctions internes clés qui ancrent la position des GAC dans les relations entre l'État et la société. En outre, le rapport dénote des facteurs externes qui poussent les transformations des GAC d'un type de groupe armé à un autre.

L'étude espère aider les acteurs communautaires, étatiques et internationaux à mieux surveiller ces groupes, à contribuer à une analyse plus approfondie des pactes informels de pouvoir avec les élites dans les États fragiles et à identifier les moments où d'autres acteurs pourraient engager, gérer ou transformer les GAC et les moyens par lesquels créer ces moments. Comprendre les conditions dans lesquelles un GAC peut passer d'un rôle communautaire plus positif à un rôle communautaire plus prédateur, ou vice versa, est essentiel pour la sécurité et le développement communautaires, ainsi que pour la stabilité politique locale.

Cadre typologique

Le cadre typologique s'appuie sur une série d'études explorant les liens entre les environnements opérationnels externes des groupes armés et les fonctions internes des groupes armés. Les facteurs externes (relations négociées avec l'État et la communauté, ressources, normes sociales, climat de

menaces et acteurs internationaux) influencent les fonctions internes du groupe (structures de direction, discipline et processus de recrutement). À leur tour, les fonctions internes déterminent les caractéristiques fondamentales des GAC : comment ils exercent la violence et contre qui. Les deux facteurs déterminants de l'identité des GAC sont le facteur **externe** des relations État-communauté et le facteur **interne** de l'exercice ou non de la violence par les groupes et de la manière dont la violence est exercée. La typologie illustre un modèle dynamique reliant l'organisation et les opérations des GAC aux facteurs environnementaux, et elle identifie les preuves de transformation des GAC due à des changements de ces facteurs interdépendants.

CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES

Exercice de la violence. Les principaux facteurs qui définissent l'identité du GAC sont sa relation avec l'État et avec sa communauté locale, et si cette relation est négociée avec des normes et des déterminations communes concernant les activités et les devoirs du GAC ou au moyen d'une coercition impliquant la violence, la prédation ou l'extorsion. Ces relations fondamentales influencent les fonctions internes du groupe, qui, à leur tour, déterminent sa caractéristique principale : la manière dont il exerce la violence.

En tant que relations état-communauté, l'exercice de la violence peut être coercitif ou négocié.

- **La violence coercitive** est plus offensive, conflictuelle et aveugle, ciblant l'État ou la communauté, et violant les normes sociales locales relatives à la violence. Un gang de voisinage qui extorque des fonds à des entreprises locales et commet de la violence rétributive contre des concurrents est un exemple de groupe qui exerce une violence coercitive.
- **La violence négociée** est plus défensive ou protectrice de la communauté ou de l'État, discriminante, dirigée contre des menaces externes et plus alignée sur les normes sociales relatives à la violence et, est davantage une relation négociée avec la communauté ou l'État pour utiliser la violence à des fins politiques ou sociales. Une milice tribale qui patrouille dans le périmètre communautaire et organise des missions de reconnaissance sur ordre des anciens tribaux est un exemple de groupe dans une relation négociée.

Les communautés peuvent également autoriser le recours à la violence coercitive contre autrui, par exemple lorsqu'une milice est dirigée contre les forces de sécurité de l'État ou les milices voisines. La manière dont un GAC exerce la violence définira son identité, le but qu'il remplit dans l'environnement de sécurité et les raisons pour lesquelles un État ou une communauté peut exploiter, coopter ou mandater initialement la création du groupe.

Fluidité. La fluidité est une autre caractéristique principale des GAC. En réponse à des facteurs externes changeants, les GAC transforment leur identité et leurs opérations pour rester viables et pertinents. Les GAC fonctionnent de manière similaire à d'autres organisations sociales et politiques en ce sens qu'ils sont contraints dans leurs opérations de l'extérieur et de l'intérieur. Ce rapport présente un modèle dynamique qui relie l'organisation des GAC aux facteurs environnementaux et relie les transformations des GAC aux modifications de ces facteurs. Alors que les acteurs prédateurs de la sécurité de l'État entrent dans une région, les GAC peuvent répondre à l'environnement de menaces extérieures en élargissant leurs organisations et leurs opérations, pour finalement passer à une insurrection, comme avec Boko Haram au Nigeria. En outre, les structures et les normes communautaires et gouvernementales peuvent se déplacer dans les États fragiles et touchés par un conflit lorsqu'ils se remettent de la violence ou tombent dans la violence ou subissent des transitions politiques. Dans ces cas, les GAC, tout en conservant les mêmes fonctions relatives, peuvent se retrouver dans une relation différente entre l'État et les communautés parce que l'environnement environnant a changé. Par exemple, un groupe de chasseurs

qui opère facilement au-delà des frontières nationales peut être perçu par l'État comme une présence étrangère lorsqu'un État commence à promouvoir une identité ethnique puriste, comme ce fut le cas pour les groupes de chasseurs dozos de Côte d'Ivoire.

Conclusions

Dans la dernière section de ce rapport, les facteurs externes et internes et leurs interrelations dynamiques sont testés à l'aide de deux études de cas historiques : le Peuple contre le gangstérisme et la drogue (People Against Gangsterism and Drugs ou PAGAD) en Afrique du Sud, un groupe de protection de la communauté urbaine qui s'est transformé en groupe d'autodéfense, puis en groupe étiqueté terroriste ; et les dozos en Côte d'Ivoire, qui sont passés de groupes de chasseurs ruraux à des groupes de sécurité privés approuvés par la communauté et le gouvernement, puis à une milice ethnique lorsque le gouvernement s'est retourné contre eux. Les études de cas pourraient confirmer plusieurs hypothèses pour cette transformation hors catégorie :

- Si un GAC augmente en taille et en influence, a un accès important aux ressources naturelles et menace l'État/entre en conflit mutuel direct avec l'État, le GAC peut devenir un GANE.
- Si un GAC a une relation de confiance négociée forte et historique avec la communauté locale, s'appuie sur les ressources communautaires pour ses opérations et a des normes sociales de protection communautaire convenues d'un commun accord, il peut adopter des rôles de gouvernance locale supplémentaires au-delà de la disposition en matière de sécurité, comme la résolution des litiges.
- Si un GAC exerce la violence d'une manière qui viole les normes sociales de la communauté et de l'État et perd l'accès au parrainage et au financement par l'État ou la communauté, il peut se transformer en un groupe autonome qui exerce la violence coercitive, comme un gang, une milice ou un groupe criminel.

Pour les organisations internationales travaillant dans un environnement avec des GAC ou des groupes locaux de la société civile travaillant au sein d'une communauté touchée par ou soutenant un groupe, il est essentiel de comprendre les changements du GAC, en particulier s'il est possible que les GAC se transforment en des types plus pernicioseux d'organisations en fonction des changements de dynamiques externes. Il peut y avoir un type idéal de GAC mûr pour l'engagement : un groupe ancré dans les normes et valeurs communautaires, protecteur et exerçant une discipline et un ordre internes. Cependant, ces groupes peuvent être uniques, mais se transformer facilement de manière négative si les facteurs de leur environnement externe changent, tels que le niveau de financement et les menaces.

Des stratégies de surveillance et d'engagement holistiques pour les GAC sont essentielles pour identifier des voies permettant de créer des systèmes hybrides de sécurité défensifs et non coercitifs. Les stratégies doivent tenir compte de l'ensemble de leur existence : normes d'ordre social qui peuvent légitimer les types de violence des GAC, soutien de l'État et légitimité enracinée dans les communautés. Les GAC diffèrent considérablement, mais les politiques d'engagement sont souvent similaires. Les stratégies d'engagement doivent également tenir compte des caractéristiques internes, telles que les sources de légitimité et de loyauté, les capacités de leadership, les viviers de recrutement et les structures institutionnelles. Comme les GAC sont des manifestations de pactes d'élite locaux, analyser la manière dont ils exercent la violence et à l'encontre de qui ils donnent aux acteurs internationaux des informations clés sur les processus politiques informels essentiels à une gouvernance d'État fragile.

Les acteurs internationaux doivent reconnaître qu'ils influencent eux-mêmes les facteurs externes au sein desquels les GAC opèrent et peuvent s'attendre à des réponses dans les fonctions internes du GAC. Par exemple, si la communauté internationale fournit des ressources accrues à un GAC, elle peut attirer une base plus large de recrues opportunistes qui peuvent exercer la violence sans discrimination et abandonner les normes communautaires. De même, la communauté internationale peut apparaître comme une menace dans l'environnement d'un GAC, ce qui institutionnalise ses rôles et en fait une force de combat plus disciplinée et plus efficace.

INTRODUCTION

Définir les groupes armés communautaires

De « nouvelles » guerres – des guerres intrastates perpétrées par des acteurs non étatiques – ont fini par dominer les conflits des 30 dernières années.¹ Avec leur essor, les acteurs internationaux, étatiques et communautaires opèrent de plus en plus dans des environnements imprégnés de nombreux groupes armés. Les groupes armés ont des objectifs et des stratégies variés, mais influencent le cours des conflits violents, qu'il s'agisse de protéger les communautés des forces de sécurité prédatrices, d'exprimer les doléances locales et d'incarner l'autonomisation des communautés, de gâcher les accords de paix ou de perturber les opérations humanitaires et de construction de l'État.

Dans les conflits en Afrique subsaharienne, les groupes armés communautaires sont devenus un élément visible dans le paysage sécuritaire ; ils représentent un défi pour les communautés, les gouvernements, les acteurs du développement et les fournisseurs de sécurité. Compte tenu de la présence croissante et influente des groupes armés communautaires et de leur diversité dans les États touchés par un conflit, il est essentiel de développer des cadres et des typologies analytiques pour soutenir les acteurs internationaux, étatiques et communautaires afin de mieux comprendre et interagir avec les groupes armés. Une question clé est de savoir si les groupes armés communautaires peuvent être engagés, gérés ou transformés pour jouer un rôle constructif dans les communautés locales dans les États faibles, fragiles ou touchés par un conflit ; ou si leurs opérations exacerbent la fragilité et la violence, par exemple, en s'attaquant aux communautés ou en s'alignant sur d'autres groupes armés non étatiques.

Les GAC ne sont pas un phénomène nouveau. Cependant, alors que l'attention se tourne de plus en plus sur la fragilité et la prédation de l'État en tant que causes profondes de la violence intrastate, les GAC sont devenus des acteurs influents de la sécurité. Alors que les politiques d'interventions internationales — telles que l'Examen de l'assistance pour la stabilisation (Stabilization Assistance Review [SAR]) du gouvernement américain et l'Examen des pactes d'élites dans les États fragiles (Elite Pacts in Fragile States Review) du gouvernement britannique — font passer l'importance centrale des processus politiques pour mobiliser les États fragiles avant le renforcement de l'État, les GAC doivent être inclus en tant que manifestation de ces politiques. Par conséquent, les institutions de sécurité, de développement, humanitaires et de consolidation de la paix doivent tenir compte de leur impact. Ce rapport élabore un cadre typologique pour améliorer la compréhension de ces groupes et la possibilité de créer des moments de gouvernance hybride de la sécurité et davantage de pactes avec l'élite constructifs avec leur participation.

1 Mary Kaldor, À la défense de nouvelles guerres (In Defence of New Wars), *Stability: International Journal of Security and Development* 2, n° 1 (2013). Doi :<http://doi.org/10.5334/sta.at>.

Pour comprendre les opérations des GAC, en particulier leurs recours à la force, ce rapport identifie les fonctions internes clés qui ancrent leur position dans les relations entre l'État et la société. En outre, ce rapport relève des facteurs externes qui ont une incidence sur la transformation des GAC. Les deux facteurs déterminants de l'identité des GAC sont le facteur externe de relations État-communauté et la fonction interne de l'exercice de la violence.

L'étude espère aider les acteurs locaux de la société civile, l'État et les acteurs internationaux à mieux surveiller ces groupes et à identifier les moments où d'autres acteurs pourraient engager, gérer ou transformer les GAC et les moyens par lesquels créer ces moments. Comprendre les conditions dans lesquelles un GAC peut passer d'un rôle communautaire plus positif à un rôle communautaire plus prédateur est essentiel pour la sécurité et le développement communautaires.

Ce rapport définit les groupes armés communautaires ou GAC (community-based armed groups ou CBAGs) comme un sous-ensemble de groupes armés non étatiques ou GANE (non-state armed groups ou NSAGs), définis par leur relation avec l'État et leur communauté hôte et la manière dont ils exercent leur pouvoir.² Alors que les GANE, comme les insurgés ou les groupes terroristes, cherchent à perturber ou à miner l'État pour prendre le pouvoir ou établir un système politique alternatif, les activités des GAC peuvent être alignées à celles de l'État ou y être complémentaires ou ils peuvent opérer dans des zones grises où la présence institutionnelle est minimale. Les GAC peuvent être « mandatés » par l'État pour fournir de la sécurité au niveau local ou pour servir à la discrétion d'institutions locales de gouvernance formelles et informelles. Ils sont souvent profondément ancrés³ dans les communautés. Ils ne sont pas au service de grandes ambitions et stratégies politiques ; ils portent plutôt les ambitions locales de leurs parties prenantes.⁴

Parmi les exemples de GAC, il y a les groupes de jeunes au Kenya qui sont parrainés par des politiciens locaux et nationaux pour protéger leurs intérêts économiques ; les forces de défense communautaires au Nigeria qui défendent leurs communautés impliqués dans des conflits d'élevage et d'agriculture ; et les forces protectrices parrainées par la communauté au Kenya pour combattre contre les réseaux criminels et les gangs. D'autres types de GAC ne sont pas légitimes aux yeux des autorités de gouvernance ni des institutions communautaires et, sont auto-dirigés et autonomes. Les gangs, les réseaux criminels et les groupes d'autodéfense peuvent avoir des relations avec l'État et, être profondément ancrés dans les communautés — cependant, ces liens avec l'État et la communautés sont issus de la coercition plutôt que de la négociation. Ces GAC ont recours à la violence ou à la menace de violence pour exercer le contrôle dans des zones où l'État est largement absent.

Comment la recherche et l'analyse éclairent l'élaboration d'un cadre typologique pour les GAC ? Les recherches de Jeremy M. Weinstein sur les micropolitiques des groupes rebelles et celles de Klaus Schlichte⁵ explorent le solide lien entre les réponses des groupes armés aux facteurs de leur environnement externe (par exemple, la dotation de ressources, les interactions avec les communautés et la présence de l'État)

2 Moritz Schuberth, Le défi des groupes armés communautaires : vers une conceptualisation des milices, des gangs et des justiciers (The Challenge of Community-based Armed Groups: Towards a Conceptualization of Militias, Gangs, and Vigilantes), *Contemporary Security Policy* 36, n° 2 (2015): 296-320.

3 Paul Stephen Staniland, Expliquer la cohésion, la fragmentation et le contrôle au sein des groupes d'insurgés (Explaining Cohesion, Fragmentation, and Control in Insurgent Groups), thèse de doctorat au Massachusetts Institute of Technology, 2010.

4 Schuberth, Le défi des groupes armés communautaires (The Challenge of Community-Based Armed Groups).

5 Klaus Schlichte, Dans l'ombre de la violence : la politique des groupes armés (In the Shadow of Violence: The Politics of Armed Groups) (Francfort : Campus Verlag, 2009), 85, 116, 144.

et la manière dont un groupe opère, en particulier la manière dont il exerce la violence.⁶ Les leaders des groupes armés prennent des décisions ou font des choix quant à la manière de recruter, d'organiser, de diriger, de mobiliser et d'attribuer les ressources de leur organisations. Ces décisions et choix sont conditionnés et limités par des facteurs environnementaux. Dans ses recherches sur les groupes insurgés, Weinstein soutient que les groupes armés fonctionnent de la même manière que les autres organisations sociales et politiques en ce qu'ils sont contraints dans leurs opérations de l'extérieur et de l'intérieur.⁷ En tant que sous-groupe des GANE avec des objectifs différents, mais des environnements similaires, les GAC réagissent également à des contraintes extérieures.

Moritz Schuberth maintient que l'absence ou la fragilité de l'État conditionne l'existence des GAC.⁸ La fragilité de l'État peut définir l'existence de différents types de GAC. Par exemple, les groupes d'autodéfense sont associés à des espaces non gouvernés, les groupes de milices à de nouvelles guerres menées dans des États fragiles, et les réseaux criminels à des États qui ne gèrent pas la cupidité sociale et les griefs.⁹ Les GAC peuvent passer d'un type idéal à un autre lorsque leur environnement change, comme lorsqu'un espace non gouverné peuplé d'auto-défenseurs devient un champ de bataille pour des combats armés avec l'État et que des milices émergent.

Ce rapport développe la catégorisation de Schubert par facteurs de fragilité de l'État, arguant que ce n'est la nature de la fragilité qui définit les GAC, mais que c'est plutôt si les relations du groupe avec l'État et les communautés sont de nature coercitive ou négociée. Dans une relation négociée, un GAC utilise la violence comme une approche parmi plusieurs autres — telles que le dialogue, la dissuasion ou les mesures de renforcement de la confiance ou MRC (confidence building measures ou CBMs)— comme levier pour ses stratégies et objectifs tel que convenu avec l'État ou la communauté. Dans une relation coercitive, la principale activité du GAC est l'exercice de la violence pour forcer l'État ou la communauté à se plier ou à accéder à ses ambitions.

Ce rapport reprend de précédentes recherches de diverses manières. Weinstein et Schlichte mettent principalement l'accent sur deux facteurs externes qui conditionnent les activités des GAC : le climat de menaces et les ressources naturelles. Premièrement, l'émergence d'une menace influence la croissance d'un GAC et la formalisation et l'institutionnalisation des rôles au sein du groupe. Deuxièmement, la disponibilité de ressources naturelles conditionne le recrutement et la discipline de groupe. La présente étude identifie des facteurs externes additionnels qui conditionnent les fonctions internes et les activités des GAC.

Les facteurs externes que ce rapport analyse sont la relation entre les GAC et l'État et entre les GAC et les communautés, le climat de menaces, l'accès aux ressources, les normes d'ordre social et les acteurs internationaux, y compris les groupes de diaspora, d'autres États et d'autres GAC. Ces facteurs externes conditionnent les fonctions internes du groupe : sa structure de leadership, la discipline de groupe et le recrutement de GAC.

Deux principaux facteurs définissent l'identité du GAC : 1) sa relation avec l'État et avec la communauté locale ; et 2) si cette relation est négociée avec des normes et des déterminations communes concernant les activités du GAC ou imposée de manière coercitive pour avancer les ambitions du GAC au détriment de l'État ou de la communauté. Ces relations fondamentales influencent les fonctions internes du groupe, qui, à leur tour, déterminent sa caractéristique principale : la manière dont il exerce la violence.

6 Jeremy M. Weinstein, *La rébellion de l'intérieur : la politique de la violence des insurgés (Inside Rebellion: The Politics of Insurgent Violence)* (Cambridge, Royaume-Uni : Cambridge University Press, 2007), 6–7.

7 Ibid., 51.

8 Schuberth, *Le défi des groupes armés communautaires (The Challenge of Community-Based Armed Groups)*, 304.

9 Ibid.

Exercice de la violence. L'exercice de la violence peut être décrite comme étant coercitive ou négociée. La **violence coercitive** serait plus offensive, conflictuelle et aveugle, ciblant l'État ou la communauté, et violant les normes sociales locales relatives à la violence pour servir les objectifs et ambitions du GAC. La **violence négociée** serait plus défensive ou protectrice de la communauté ou de l'État, discriminante, dirigée contre des menaces externes, et plus alignée sur les normes sociales relatives à la violence et, est davantage alignée aux normes sociales entourant la violence ainsi qu'aux objectifs politiques et sociaux communautaires et étatiques. La manière dont un GAC exerce la violence est l'essence même de ce qui va définir son identité.

Fluidité. La fluidité est une autre caractéristique principale des GAC. En réponse à des facteurs externes changeants, les GAC transforment souvent leur identité et leurs opérations pour rester viables et pertinents. Par exemple, les Funga File, un groupe de surveillance du voisinage de Kisuni, au Kenya, s'est transformé en un groupe d'autodéfense lorsqu'une fois la communauté sécurisée, les citoyens ont cessé de payer pour les services du groupe. En Côte d'Ivoire, les groupes de chasseurs dozos qui contribuaient à l'économie locale de la viande ont endossé le mandat de protéger les éleveurs contre les voleurs de bétail lorsque les niveaux de gros gibiers ont commencé à diminuer en raison d'une chasse excessive. Dans certains environnements de conflit, il a été observé que les GAC se transforment rapidement d'un type de groupe à un autre, devenant semblable à une organisation de la société civile ou, à l'autre extrémité du spectre, devenant des organisations violentes et extrémistes pour s'aligner avec des GANE ou fusionner avec eux. La fluidité de ces groupes en réponse aux dynamiques changeantes en fait des acteurs de la sécurité particulièrement complexes.

La dernière section de ce rapport teste l'utilité de la typologie pour identifier l'impact des facteurs externes et internes changeants et leurs interrelations dynamiques à l'aide de deux études de cas historiques : le Peuple contre le gangstérisme et la drogue (People Against Gangsterism and Drugs ou PAGAD) en Afrique du Sud, un groupe de protection de la communauté urbaine qui s'est transformé en groupe d'autodéfense, puis en groupe étiqueté terroriste ; et les dozos en Côte d'Ivoire, qui sont passés de groupes de chasseurs ruraux à des groupes de sécurité privés approuvés par la communauté et le gouvernement, puis à une milice ethnique lorsque le gouvernement s'est retourné contre eux. Les études de cas ont été choisies pour leur valeur comparative maximale. Les PAGAD et les dozos ont tous deux commencé comme groupes de protection, mais ont ensuite suivi des trajectoires très différentes en matière d'identité de groupe, ce qui permet d'identifier et de valider les variables qui interviennent.

Méthodologie

La recherche a identifié les principaux facteurs qui déterminent le comportement d'un GAC par le biais d'un examen exhaustif de la littérature et d'une analyse comparative de différents exemples de GAC en Afrique subsaharienne et dans le monde. Ensuite, les facteurs internes et externes identifiés dans la littérature ont été identifiés au moyen des deux études de cas historiques de ce rapport, en Côte d'Ivoire et en Afrique du Sud. L'auteure a utilisé des méthodes inductives pour théoriser un cadre typologique pour les GAC, émettant des hypothèses qui peuvent être confrontées aux cas historiques d'opération et de transformation de groupes. De cette manière, des exemples pratiques soutiennent la construction du cadre théorique et la confrontation des hypothèses qui en résulte, créant une typologie dynamique ancrée dans les réalités du terrain. Les facteurs externes et internes répertoriés ont été choisis sur la base de leur pertinence dans les études de cas examinés pendant le processus de recherche documentaire.

Le rôle critique de l'État dans la définition de la manière et contre qui les GAC exercent la violence est démontré dans plusieurs études de cas, notamment la milice islamiste sénégalaise¹⁰ et les dozos en Côte d'Ivoire dans les années 1990.¹¹ Les GAC qui opèrent dans des zones grises de gouvernance pour palier à l'absence d'une présence de l'État en matière de sécurité peuvent adopter les pratiques de gouvernance de l'État, telles que l'imposition¹² et l'exercice d'une autorité publique, comme c'est le cas en République démocratique du Congo,¹³ et fournir des services de sécurité, comme c'est le cas dans l'État de Borno au Nigeria, où la Force d'intervention civile conjointe ou FICC (Civilian Joint Task Force ou CJTF) s'est organisée pour protéger les communautés contre les groupes extrémistes violents, principalement Boko Haram.¹⁴

L'action collective, la protection et la vulnérabilité communautaires en Colombie alimentent les théories sur les relations communautaires, notamment la manière dont les GAC négocient le pouvoir avec les communautés locales,¹⁵ agissent comment agents de coercition en ce qui a trait à l'engagement communautaire,¹⁶ et adoptent ou reflètent des normes de violence provenant des communautés avec lesquelles ils interagissent.¹⁷ La FICC a une réputation mixte au Nigeria, mais certains aspects de ses activités dans les communautés de l'État de Borno comprennent une gouvernance constructive et des rôles de la société civile, tels que rassembler les membres en transcendant les divisions ethniques et tribales, fournir des services de santé et de justice, et assurer la résolution de conflit¹⁸— des activités similaires à celles des milices Tatmadaw au Myanmar.¹⁹

L'influence de l'État est conséquente même pour les GAC qui opèrent de façon indépendante de toute institution étatique ou communautaire, telles que les gangs, les réseaux criminels ou les cartels de la drogue. Dans les communautés urbaines d'Amérique centrale et du Sud, la violence s'est normalisée en raison du patrimoine historique de répression prolongée de l'État,²⁰ qui a permis aux GAC autonomes d'exercer la violence de manière coercitive contre les citoyens et l'État. Cette désensibilisation à la violence facilite le recrutement et caractérise les opérations, le commandement et le contrôle des gangs et des

10 Alassane Ndao, L'informalisation de la violence physique légitime : le Sénégal à l'épreuve des milices islamiques, *Lien Social et Politiques* 76 (2016) : 96–113.

11 Thomas Bassett, Poursuites dangereuses : associations de chasseurs (Donzo Ton) et politique nationale en Côte d'Ivoire (Dangerous Pursuits: Hunter Associations (Donzo Ton) and National Politics in Cote D'Ivoire), *Africa* 73, n° 1 (2003).

12 Kasper Hoffman, Koen Vlassenroot, et Gauthier Marchais, Impôts, l'État et les groupes armés : l'autorité publique et l'extraction des ressources naturelles dans l'est du Congo (Taxation, Stateness and Armed Groups: Public Authority and Resource Extraction in Eastern Congo), *Development and Change* (2016) : 1197–1456.

13 Kasper Hoffmann et Koen Vlassenroot, Les groupes armés et l'exercice du pouvoir public : les cas des Mayi-Mayi et des Raya Mutomboki à Kalehe, au Sud-Kivu (Armed Groups and the Exercise of Public Authority: The Cases of the Mayi-Mayi and Raya Mutomboki in Kalehe, South Kivu), *Peacebuilding* 2, n° 2 (2014): 202–20.

14 Chitra Nagarajan, Perceptions civiles de Yan Gora (FICC) dans l'État de Borno au Nigeria (Civil Perceptions of the Yan Gora (CJTF) in Borno State, Nigeria). Washington : Center for Civilians in Conflict, juin 2018, https://civiliansinconflict.org/wp-content/uploads/2018/06/2018.06.CJTF-Report.Africa-Program.Web_.pdf.

15 Vladimir Caraballo Acuña, Ordre local, accords de paix et présence différente de l'État. Négociations avec les milices populaires de Medellín (Órdenes Locales, Acuerdos de Paz y Presencia Diferenciada del Estado. Negociación con las Milicias Populares de Medellín). *Colombia Internacional* 77 (2013) : 241–70.

16 Margarita Gafaro, Ana Maria Ibáñez et Patricia Justino, Action collective et présence de groupes armés en Colombie (Collective Action and Armed Group Presence in Colombia) (Bogota : Documento CEDE, 2014).

17 Oliver Kaplan, Donner un coup de pouce aux groupes armés : comment les civils transmettent des normes de protection (Nudging Armed Groups: How Civilians Transmit Norms of Protection), *Stability: International Journal of Security and Development* 2, n° 3 (2013): 1-18.

18 Perceptions civiles de Yan Gora (FICC) dans l'État de Borno au Nigeria (Civil Perceptions of the Yan Gora (CJTF) in Borno State, Nigeria), *Center for Civilians in Conflict* (2018). https://civiliansinconflict.org/wp-content/uploads/2018/06/2018.06.CJTF-Report.Africa-Program.Web_.pdf.

19 John Buchanan, Myanmar et ses milices (Myanmar and Its Militias), *Asia Foundation Weekly Analysis*, 2 novembre 2016, <https://asiafoundation.org/2016/11/02/myanmar-and-its-militias/>.

20 Ailsa Winton, Violence urbaine : un guide pour la littérature (Urban Violence: A Guide to the Literature), *Environment and Urbanization* 16, n° 2 (2004) : 165-84. <https://doi.org/10.1177/095624780401600208>.

groupes criminels.²¹ La relation entre le groupe, l'État et la communauté crée une boucle de rétroaction où la violence est normalisée plutôt que déviante, selon les normes sociales.

L'influence des acteurs internationaux sous la forme de financement, de liens entre la diaspora, d'influence idéologique ou de pression politique est aussi présente dans un certain nombre de cas. Les milices en Somalie dans les années 1990 ont prospéré grâce au financement de la diaspora,²² tandis que le PAGAD en Afrique du Sud a adopté des idéologies étrangères en fonction de leur sensibilité à la propagation de la révolution iranienne en Afrique.²³ Les États-Unis ont fait pression sur le régime ivoirien pour qu'il applique les normes internationales en matière de droits de l'Homme après les exactions du groupe de chasseurs dozos, comme l'a fait Human Rights Watch au Mali concernant les exactions de milices ethniques.²⁴

Les normes sociales de violence étaient proéminentes dans une recherche comparative d'Oliver Kaplan sur les communautés en Syrie et en Colombie. L'étude a trouvé que la production de violence par les groupes armés adhère à la « logique locale de ce qui est approprié » qui émane des communautés et qui influence les probabilités qu'a la communauté d'influencer le comportement des groupes armés.²⁵ Une autre étude de cas sur les dozos de Côte d'Ivoire discute de leur adhésion à un système de croyance spirituelle et de la manière dont ce système affecte le recrutement, l'orientation des missions et la perception de la communauté.²⁶

Enfin, les thèses sur la fluidité des GAC s'appuient sur de multiples sources et cas, notamment celui du Mali, où les groupes d'autodéfense Bambara et Dogon se battaient autrefois contre les groupes armés islamistes pour forcer un autre groupe ethnique, le Puehl, à quitter leurs terres. Ce qui a commencé comme une protection contre l'extrémisme violent a évolué en de l'autodéfense identitaire.²⁷ Au Kenya, les Funga File sont passés d'un groupe de protection communautaire à un groupe d'autodéfense lorsque les citoyens ont cessé de les payer parce qu'ils considéraient que la menace de sécurité initiale était résolue.²⁸

Pertinence

Une typologie des GAC et des facteurs externes qui contraignent et soutiennent leurs fonctions et opérations aident à élucider les rôles qu'ils jouent dans les communautés. Cette compréhension est

21 Ailsa Winton, Jeunes, gangs et violence : analyse de la mobilité sociale et spatiale des jeunes à Guatemala City (Youth, Gangs and Violence: Analysing the Social and Spatial Mobility of Young People in Guatemala City), *Children's Geographies* 3, n° 2 (2005) : 167–84, doi.org/10.1080/14733280500161537.

22 Ken Menkhaus, Somalie et la corne d'Afrique (Somalia and the Horn of Africa) (Washington, DC : Banque mondiale, avril 2011). <http://documents.worldbank.org/curated/en/494981468303085454/pdf/632040WP00WDR0009B0Somalia00PUB.LIC0.pdf>.

23 Josh Lefkowitz, Terreur en Afrique du Sud (Terror's South African Front), *The National Interest*, 18 août 2004, <https://nationalinterest.org/article/terrors-south-african-front-2742>.

24 Dangereuse résurgence des abus par des milices ethniques : protéger les civils, désarmer les groupes d'autodéfense (Dangerous Upsurge in Abuse by Ethnic Militias: Protect Civilians, Disarm Self-Defense Groups), *Human Rights Watch*, 7 décembre 2018, <https://www.hrw.org/news/2018/12/07/mali-dangerous-upsurge-abuse-ethnic-militias#>.

25 Oliver Kaplan, Résister à la guerre : comment les communautés se protègent (Resisting War: How Communities Protect Themselves) (Cambridge : Cambridge University Press, 2017).

26 Joseph Hellweg, Chasseurs, rituels et liberté : sacrifice des dozos en tant que technologie d'autodéfense dans le mouvement Benkadi en Côte d'Ivoire (Hunters, Ritual, and Freedom: Dozo Sacrifice as a Technology of the Self in the Benkadi Movement of Côte d'Ivoire), *Journal of the Royal Anthropological Institute* 15, n° 1 (2009) : 41. <https://doi.org/10.1111/j.1467-9655.2008.01529.x>.

27 Corinne Dufka, Nous étions des frères : abus des groupes d'autodéfense dans le centre du Mali (We Used to Be Brothers: Self Defense Group Abuses in Central Mali) (Washington, DC : Human Rights Watch, 2018) <https://www.hrw.org/report/2018/12/07/we-used-be-brothers/self-defense-group-abuses-central-mali>.

28 Lauren Van Metre, Résilience communautaire à l'extrémisme violent au Kenya (Community Resilience to Violent Extremism in Kenya), Washington, DC : US Institute of Peace, septembre 2016).

essentielle à toute évaluation communautaire pour déterminer si les opérations du GAC contribuent à la résilience ou à la vulnérabilité de la communauté, et identifier le rôle que pourraient jouer ces groupes dans la co-création de systèmes hybrides de sécurité défensifs et non coercitifs. En outre, une compréhension plus approfondie de la manière dont les changements de facteurs externes affectent les transformations du GAC permet aux acteurs communautaires, étatiques et internationaux de mieux surveiller et identifier les points d'entrée pour l'engagement, le gestion et la transformation ou EGT (engagement, management, and transformation ou EMT).²⁹ L'EGT couvre l'applicabilité des stratégies d'intervention au-delà des approches techniques conventionnelles et standards communes à la programmation de la réforme du secteur de la sécurité ; il couvre également la fluidité des GAC et leur réactivité au changement au fur et à mesure de l'évolution des dynamiques de la sécurité.

Sukanya Podder argue que les groupes armés sont prêts à s'engager, si les choses suivantes sont en place :

- Bases de ressources communautaires qui créent une dépendance des communautés locales aux groupes armés pour un ensemble de services, ce qui les encourage à être plus protecteurs
- Hauts niveaux de soutien civil qui confèrent autorité et légitimité au groupe armé
- Leaderships interne et externe élevés surveillant les activités et la discipline des membres
- Activités diversifiées, y compris le soutien en matière de sécurité et de prestation de services.³⁰

L'analyse de Podder justifie la nécessité d'une typologie pour renforcer le cadre de l'EGT. Les GAC exercent la violence au sein des communautés de manière particulière, en fonction de leur structure et de leurs opérations. Comprendre les conditions dans lesquelles un GAC peut passer d'un groupe de protection communautaire à un réseau criminel est essentiel pour la sécurité communautaire. De même, l'identification des conditions dans lesquelles un GAC peut passer d'un groupe armé à une organisation politique ou de la société civile est cruciale pour la réforme de la gouvernance. Comprendre les impacts de facteurs externes sur les GAC pourrait identifier des moments où des acteurs communautaires, étatiques ou internationaux pourraient engager, gérer ou transformer des GAC et pourrait expliquer comment ces moments pourraient être anticipés ou façonnés.³¹

La recherche contribue également à l'attention croissante portée aux négociations élitistes – les structures informelles cachées du pouvoir qui définissent la paix et la sécurité dans les États fragiles où le pouvoir est faiblement institutionnalisé. La sécurité dans les États fragiles est une extension de la politique et du pouvoir à tous les niveaux, du national à la communauté. Comprendre les GAC en tant qu'instruments de pactes informels de pouvoir avec l'élite a des implications importantes pour la réforme du secteur de la sécurité dans les États fragiles. En outre, l'analyse de la manière dont ces réseaux de sécurité informels sont négociés, légitimés et contraints peut éclairer la manière dont les organisations internationales travaillant dans ces domaines peuvent soutenir, tirer parti ou encourager la dynamique du pouvoir pour promouvoir la paix, le développement et la gouvernance.

29 Voir le rapport de Moritz Schuberth dans cette même série de recherche du Réseau RESOLVE : Moritz Schuberth, Une approche des groupes armés communautaires en Afrique subsaharienne : enseignements tirés et mesures de la réussite (Approaching Community-Based Armed Groups in Sub-Saharan Africa: Lessons Learned and Measures of Success) (Washington, DC : Réseau RESOLVE, 2019).

30 Sukanya Podder, Groupes armés non étatiques et stabilité : reconsidérer la légitimité et l'inclusion (Non-State Armed Groups and Stability: Reconsidering Legitimacy and Inclusion), *Contemporary Security Policy* 34 (2013) : 1, 16-39.

31 Claudia Hofmann et Ulrich Schneckener, Engager les acteurs armés non étatiques dans la construction de l'État et de la paix : options et stratégies (Engaging Non-State Armed Actors in State- and Peace-Building: Options and Strategies), *International Review of the Red Cross* 93, n° 883 (septembre 2011).

CADRE TYPOLOGIQUE

Le cadre typologique s'appuie sur une série d'études qui explorent les liens entre l'environnement opérationnel externe des groupes armés et les fonctions internes des groupes armés, en particulier la manière dont ils exercent la violence. Il s'agit d'un modèle dynamique qui relie l'organisation et le fonctionnement du GAC aux facteurs environnementaux et qui relie les transformations du GAC aux modifications de ces facteurs.

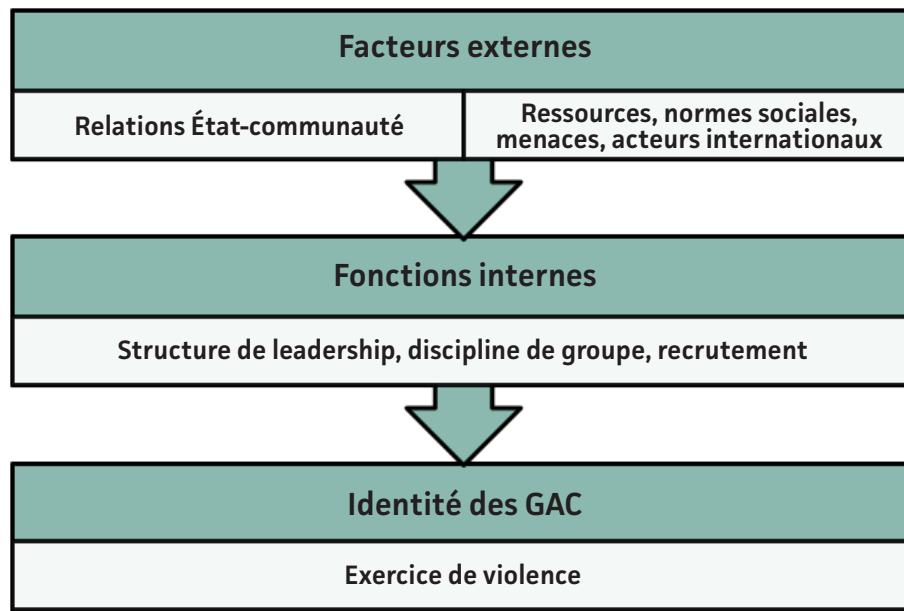
Le premier facteur qui caractérise les GAC est de savoir si leur relation avec l'État ou les communautés est coercitive ou négociée. Les relations coercitives impliquent la violence, la prédation ou l'extorsion ; les relations négociées comprennent des normes ou des déterminations partagées autour des activités et des devoirs du GAC. Le fait que les GAC utilisent la violence pour soutenir, s'opposer ou compléter les institutions de gouvernance étatiques ou locales, formelles ou informelles, conditionne leur identité.

Deuxièmement, en s'appuyant sur la littérature, cette étude explore comment les facteurs environnementaux externes conditionnent les opérations internes du GAC, en particulier comment ils exercent la violence – sa cible, son niveau et son alignement avec les normes de l'ordre social. Un comportement violent coercitif indique un usage offensant et aveugle de la force ; les normes négociées autour de la violence signalent des pratiques plus protectrices et discriminatoires. Par exemple, les entités politiques nationales peuvent mandater un GAC local pour faire la police d'une communauté ou d'un territoire en liaison avec la police nationale ou pour combler une lacune de sécurité. Les groupes de protection communautaires opèrent souvent avec l'autorité de dirigeants communautaires formels ou informels pour prévenir ou réduire la criminalité ou dissuader les menaces externes. D'autres GAC sont autonomes et exercent une auto-gouvernance, par exemple des groupes de pilleurs, des réseaux criminels ou des gangs. Ils exercent souvent la violence de manière coercitive pour contrôler leur environnement, dissuader leurs concurrents et dominer leurs communautés ou les représentants de l'État.

D'autres facteurs externes modifient leur exercice de la violence : les acteurs internationaux, l'accès aux ressources, le climat de menaces et les normes socialement acceptées relatives à la violence. Les fonctions internes, telles que conditionnées par l'extérieur, influenceront la manière dont les GAC exercent la violence et modifieront les caractéristiques des groupes. Ces facteurs modifient la relation avec l'État et leurs communautés, poussant et tirant les GAC le long de vecteurs expliquant comment ils choisissent d'exercer la violence.

Par exemple, l'émergence d'une menace importante pour une communauté pourrait modifier l'exercice de la violence d'un groupe de protection communautaire qu'il soit défensif ou protecteur, offensant ou prédateur. Si un GAC accède à des ressources importantes, il pourrait recruter des membres plus opportunistes et étendre ses opérations, ce qui pourrait remettre en cause l'autorité de l'État dans une région. Dans ce cas, son exercice de violence pourrait être plus offensif et prédateur.

Figure 1. Facteurs définissant l'identité des groupes armés communautaires



Source : auteur.

Facteurs externes

RELATION AVEC L'ÉTAT

La relation des GAC avec l'État affecte leur organisation interne et leurs opérations armées. Dans une relation négociée, la violence est l'un des nombreux moyens d'engagement pour atteindre les objectifs ; dans une relation coercitive, la violence est avant tout un moyen de parvenir à une fin.

Relation négociée : dans les relations négociées, l'État peut devenir la structure de l'autorité, et les GAC fonctionnent selon les objectifs stratégiques de sécurité de l'État. Un leadership faisant autorité dominant une communauté ou une région – par exemple, un chef de guerre, un responsable politique ou un dirigeant informel de la communauté – est plus susceptible de diriger des opérations pour protéger et sécuriser le territoire ou le pouvoir politique accordé par l'État ou pour coopérer avec les forces de sécurité de l'État. Les GAC peuvent également opérer sous approbation de l'État pour étendre le contrôle de l'État aux localités. Un exemple de GAC qui a obtenu le soutien du gouvernement au pouvoir est le Naparama, une milice paysanne créée par un guérisseur traditionnel qui pensait que ses membres étaient invulnérables aux balles. Durant la guerre civile au Mozambique, la Naparama a reconquis la majeure partie du territoire au nord tenu par les insurgés de la Renamo. Le parti au pouvoir, le Frelimo, a toléré et parfois activement soutenu les opérations du Naparama contre la Renamo.³²

Relation coercitive : si l'autorité du groupe entretient une relation coercitive ou cooptée avec l'État par le biais de menaces, de liens personnels ou de cupidité, la communauté peut percevoir les GAC comme corrompus par l'État et donc comme illégitimes. Des études de cas indiquent que les GAC cooptés par

32 Corinna Jentzsch, Le pouvoir spirituel et les dynamiques de la guerre dans les provinces de Nampula et de Zambezia (Spiritual Power and the Dynamics of War in the Provinces of Nampula and Zambezia), dans *The War Within: New Perspectives on Civil War in Mozambique, 1976-1992*, eds. Eric Morier-Genoud, Michel Cahen et Domingos M. do Rosário (Suffolk : James Currey) : 75–99.

l'État sont plus susceptibles de répondre violemment à l'opposition communautaire. En outre, ces GAC sont organisés pour protéger l'État de ses rivaux politiques, invitant à de possibles violences sur les communautés au sein desquelles le GAC opère. Dans de nombreux cas, les GAC peuvent opérer en tandem avec les forces de sécurité de l'État qui sont des prédateurs pour les communautés afin de maintenir leur pouvoir local.

Certains exemples de la manière dont un État peut utiliser les GAC dans des relations coercitives au niveau communautaire viennent du Pakistan. En 1971, l'armée pakistanaise a collaboré avec des militants islamistes armés de la branche étudiante du Jamaat-e-Islami pour commettre des violences dans l'est du Pakistan, les deux groupes étant opposés à la création d'un État laïque. Dans la province pakistanaise du Khyber-Pakhtunkhwa, à partir de 2002, plusieurs factions locales ont conclu des accords avec l'État pakistanais pour agir comme stabilisateurs locaux dans les zones de troubles, en échange de la non-ingérence de l'État dans leurs opérations.³³ Cette politique a changé en 2018 lorsque le gouvernement pakistanais a réaffirmé son contrôle sur les zones tribales administrées par le gouvernement fédéral.³⁴

Les GAC autonomes qui ont coopté des fonctionnaires de l'État peuvent opérer avec une plus grande impunité dans les communautés que celles qui doivent dépendre de la protection et de la légitimité des communautés dans lesquelles ils sont intégrés. Par exemple, un réseau criminel qui corrompt des fonctionnaires locaux et nationaux de sécurité est moins dépendant de l'assentiment de la communauté pour ses opérations, et donc moins prudent dans la manière dont il exerce la violence. Les bandes ou réseaux criminels qui n'ont pas coopté l'État peuvent exister par le biais de relations cooptées ou contraintes avec leurs communautés. Dans de tels cas, un groupe autonome peut traiter les communautés comme des refuges sûrs et mener ses activités en dehors de sa base d'origine.

Enfin, les GAC ciblés par l'État pour avoir menacé la sécurité nationale ou des fonctionnaires et constituant une menace pour l'autorité de l'État font face à un choix difficile : se dissoudre ou se transformer. Dans de nombreux cas, les GAC se dissoudront, se soumettront ou se retireront. Cependant, d'autres peuvent se transformer ou s'allier avec des groupes armés non étatiques, tels que des groupes extrémistes violents, des insurgés ou des séparatistes armés. Le cas classique de la répression étatique obligeant un groupe à devenir clandestin puis à émerger en tant que groupe d'acteurs non étatiques est Boko Haram. Alors que les camps et les écoles de Boko Haram se multipliaient et étaient perçus comme une menace, la pression policière augmentait. En 2004, Boko Haram a lancé des attaques contre la police locale, donnant lieu à une opération militaire nigérienne contre le complexe de son chef, Muhammad Yusuf, en 2009. Yusuf et plus d'une centaine de ses fidèles ont été tués. L'attaque a forcé Boko Haram à devenir clandestin, même si beaucoup ont supposé que le groupe avait cessé d'exister. En 2010, il est réapparu après une spectaculaire évasion de prison et a repris ses activités en tant que groupe armé non étatique.³⁵

RELATIONS AVEC LA COMMUNAUTÉ

Les relations négociées avec la communauté reposent sur des normes et des mandats partagés régissant les activités, les devoirs et les responsabilités des GAC. Souvent, dans les sociétés traditionnelles, ces normes établies de longue date créent non seulement des réservoirs de confiance sociale, mais aussi une culture et des valeurs communes. Ces relations symbiotiques de longue date facilitent le recrutement

33 Paul Staniland, Milices, idéologie et l'État (Milicias, Ideology, and the State), *Journal of Conflict Resolution* 59, n° 5 (2015) : 786.

34 Ben Farmer, Les zones tribales du Pakistan attendent encore la justice alors que l'armée resserre son emprise (Tribal Areas Are Still Awaiting Justice as Army Tightens Grip), *The New York Times*, 11 juin 2019.

35 David Cook, La montée de Boko Haram au Nigeria (The Rise of Boko Haram in Nigeria), *Combatting Terrorism Center Sentinel* 4, n° 9 (septembre 2011).

des populations locales. Grâce à un système commun de valeurs et de culture, les recrues sont facilement endoctrinées et obtiennent un statut dans les grandes communautés en tant que membre du GAC. La relation négociée communauté-GAC est particulièrement forte lorsque la communauté finance le GAC et que les leaders communautaires fournissent des directives. Dans de tels cas, les GAC sont institutionnalisés en tant qu'acteurs de la sécurité au niveau communautaire.³⁶

Oliver Kaplan, dans ses recherches sur les groupes armés et la protection civile en Syrie et en Colombie, constate que les civils ont une incidence et une influence sur les GAC, même dans des environnements très précaires et violents. Kaplan affirme que, même dans les situations où les GAC peuvent exercer une violence coercitive contre les communautés, les civils ont une influence importante et peuvent transmettre des « normes de protection, de bonne conduite et de responsabilité »³⁷. Les communautés le font lorsqu'elles s'organisent collectivement et négocient avec des groupes armés coercitifs autour de normes de protection. Ces négociations créent souvent des fissures au sein des organisations GAC, autonomisant les combattants moins enclins à attaquer les civils à remettre en cause ceux qui sont plus enclins à exercer la violence sans discrimination pour contrôler la population civile.³⁸

Il y a un autre facteur qui peut déterminer l'exercice de violence coercitive par les GAC. Les communautés qui ont été exposées à des niveaux élevés de violence qui ont détruit la confiance communautaire et les réseaux intercommunautaires de soutien (à mesure que les membres fuient et sont déplacés) ne sont pas en mesure de mettre en place les types d'actions collectives qui peuvent contrôler les opérations des GAC.³⁹ En outre, les communautés dans lesquelles la violence s'est normalisée sont également plus vulnérables à l'exercice de la violence coercitive par le GAC, comme dans les villes d'Amérique latine où la violence parrainée par l'État a permis l'enracinement des réseaux de gangs et de criminels illicites.⁴⁰

RESSOURCES

La dotation en ressources d'un GAC exerce une contrainte externe importante sur son identité et son fonctionnement. Elle conditionne le recrutement des membres, les opérations et, en fin de compte, la manière dont un groupe exerce la violence. Au-delà des ressources d'une organisation, sa richesse est la manière dont elle mobilise et élimine les ressources. Les ressources pillables sont facilement extraites et transportées ; un facteur connexe est leur facilité à être bloquées. Les médicaments, les diamants et les produits agricoles sont très pillables et jetables. Les médicaments et les diamants sont également difficiles à bloquer par l'État ou les concurrents et permettent donc un accès plus facile au financement.⁴¹

Les groupes ayant accès à des ressources importantes – par le biais de réseaux criminels illicites étendus, de rentes politiques ou du contrôle d'une base de ressources naturelles locales – ont des recrues plus opportunistes.⁴² Ces groupes attirent des personnes peu engagées, qui tirent des avantages matériels à court terme de leur participation au groupe. Comme la récompense de la participation est pécuniaire, ces organisations ont moins de contrôle sur leurs membres, qui sont susceptibles de s'engager dans la violence contre les citoyens.⁴³ En revanche, les groupes ayant moins de ressources sont plus susceptibles d'attirer des personnes très engagées et motivées par les normes et principes du groupe et la reconnaissance

36 Comme l'illustre l'étude de cas sur les dozos de la Côte d'Ivoire présentée dans ce rapport.

37 Kaplan, Donner un coup de pouce aux groupes armés (Nudging Armed Groups).

38 Ibid.

39 Ibid.

40 Winton, Jeunes, gangs et violence (Youth, Gangs and Violence).

41 Weinstein, La rébellion de l'intérieur (Inside Rebellion), 48.

42 Ibid., 7.

43 Ibid., 204–206.

qu'elles reçoivent en assurant leur maintien. Avec une structure de contrôle renforcée, les individus de ces groupes s'auto-contrôlent et sont moins susceptibles de se livrer à des violences volontaires contre des civils.⁴⁴

La nature des ressources dont disposent les GAC influence également leurs relations avec les communautés locales. Les GAC ayant accès à des ressources économiques importantes, comme les mines et l'agriculture, peuvent se comporter de manière plus coercitive envers leurs communautés parce qu'elles ont besoin de membres de la communauté qui se soumettent pour extraire ou récolter les ressources. Si les ressources sont facilement accessibles ou font déjà partie des économies locales, les GAC pourraient préférer la taxation et le vol à la répression des citoyens.

NORMES SOCIALES

Les GAC peuvent symboliser la souveraineté et l'indépendance locales des communautés par rapport à l'État, aux pratiques de gouvernance et aux aspects de l'identité communautaire.⁴⁵ Les GAC ont une longue histoire dans des régions où l'État n'a pas consolidé son monopole sur la sécurité. Ils fleurissent également là où les politiciens ou les dirigeants coutumiers encouragent les groupes de sécurité non étatiques à dissuader toute contestation de leur autorité. Les groupes informels de chasseurs, tribaux, de jeunes et armés ethniques, en l'absence de l'État, jouent un rôle historique en assurant la sécurité communautaire et l'ordre social. Ils jouent également un rôle symbolique et identitaire important, en tant que représentants de la force, du but et de la souveraineté des communautés.

Dans les sociétés traditionnelles, les normes d'ordre et de violence et le rôle du GAC pour les faire respecter sont acceptées et attendues. Ce qui peut ressembler à des accès de violence ou à des cycles de violence vis-à-vis de personnes extérieures peut être une pratique acceptée par la communauté. C'est lorsque les GAC enfreignent les normes communautaires en matière de violence et de maintien de l'ordre que leur identité, et donc leur relation avec la communauté, peuvent changer.

CLIMAT DE MENACES

Les GAC peuvent se former en réponse à une menace ou s'armer pour protéger les relations et le capital. Si le climat de menaces reste stable, les GAC peuvent se concentrer sur la consolidation de leurs fonctions et opérations internes. Les changements apportés au climat de menaces peuvent toutefois avoir un impact sur l'organisation des GAC. L'émergence d'une nouvelle menace ou l'escalade d'une menace existante pourrait augmenter les niveaux de recrutement, élargir le nombre de membres, augmenter les rôles de mandat ou de mission, affecter les structures de leadership ou mener à la création d'un nouveau GAC.

Par exemple, en 2013, la montée de l'extrémisme violent a conduit le gouvernement kényan à mettre en place un nouveau système de police communautaire appelé Nyumba Kumi, divisant les quartiers à l'échelle nationale en blocs pour surveiller et signaler les activités suspectes.⁴⁶ De même, la disparition d'une menace peut saper la légitimité et les ressources des GAC, et la réponse peut impliquer une transition vers un groupe criminel autonome pour financer et poursuivre les opérations. Par exemple, lorsque les Soviétiques se sont retirés d'Afghanistan, de nombreuses milices locales, autrefois financées par les États-Unis, se sont tournées vers la production et le trafic de drogue.

44 Ibid., 204-205.

45 Melissa Leach, Introduction à une question spéciale : sécurité, socio-écologie, régime politique : les chasseurs, la société civile et les États nations dans l'Afrique occidentale contemporaine (Introduction to Special Issue: Security, Socioecology, Polity: Mande Hunters, Civil Society, and Nation States in Contemporary West Africa), *Africa Today* 50, n° 4 (Été 2004) : viii.

46 Police communautaire (Community Policing), gouvernement du Kenya, <http://www.communitypolicing.go.ke/about.html>.

ACTEURS INTERNATIONAUX

Les acteurs internationaux peuvent avoir des effets amplificateurs ou modificateurs sur les facteurs externes des environnements des GAC qui conditionnent leur existence. Ces acteurs peuvent fournir des ressources par le biais de l'aide au développement, des envois de fonds de la diaspora, des flux financiers transfrontaliers, du commerce illicite ou des ressources naturelles. Les acteurs internationaux peuvent fournir des ressources sociales – une vision du monde ou un cadre moral – comme une idéologie révolutionnaire ou des systèmes de valeurs traditionnels. Dans certains cas, les acteurs internationaux sont des menaces, comme al-Chabab au Kenya, al-Qaïda au Yémen ou les forces françaises au Mali, qui peuvent coopter ou cibler des groupes armés locaux. Les acteurs extérieurs peuvent également influencer les relations entre le GAC et l'État. Par exemple, les États-Unis, dans le sillage du 11 septembre, ont fait pression sur l'Afrique du Sud pour qu'elle classe le Peuple contre le gangstérisme et la drogue (People Against Gangsters and Drugs ou PAGAD) comme une organisation terroriste internationale en raison de ses sympathies de longue date avec Qibla, l'idéologie de la révolution iranienne.⁴⁷

Fonctions internes

STRUCTURES DE LEADERSHIP

L'un des facteurs les plus critiques est de savoir si une autorité ou un groupe faisant autorité gouverne et dirige un GAC, en définissant sa mission et son objectif. Les GAC peuvent être autonomes ou soumis à une autorité, par exemple un chef de guerre, un conseil communautaire ou un politicien. Les GAC autonomes (gangs, groupes criminels et d'autodéfense, groupes de chasseurs) sont autogouvernés et autonomes, créant leurs propres règles, principes et méthodes d'organisation.

Quatre types de structures d'autorité peuvent, en général, gouverner les GAC :

- **Communautaire** : les dirigeants et les membres de la communauté gèrent les GAC soit parce que l'État n'est pas présent dans ces zones (qu'elles soient urbaines ou rurales), soit parce que la communauté a besoin d'une protection contre l'État en tant qu'acteur de conflit.
- **Entrepreneur politique** : les GAC sont sous l'autorité d'un pouvoir politique para-étatique ou local qui n'est pas lié à l'État et peuvent servir d'acteur de gouvernance pour une communauté ou une région, par exemple, un chef de guerre ou un chef tribal ou ethnique.
- **Politicien** : les GAC sont au service de politiciens nationaux ou locaux afin de protéger leurs intérêts politiques et économiques personnels.
- **État** : les autorités de l'État cooptent les GAC afin qu'elles exercent des fonctions de sécurité, conjointement ou à la place des services de sécurité nationaux.

La manière dont les GAC s'organisent autour de la violence dépend en grande partie des intérêts politiques et sécuritaires paroissiaux de leur autorité de gouvernance, de la légitimité de cette autorité au sein de leurs communautés et de leur relation avec l'État. Les autorités des GAC qui ont consolidé leur légitimité au sein de la communauté et ont des relations clairement négociées avec l'État pourraient exercer

⁴⁷ Rachel Monaghan, « Un vendeur, une balle » : la montée et la chute du PAGAD ('One Merchant, One Bullet': The Rise and Fall of PAGAD), *Low Intensity Conflict & Law Enforcement* 12, n° 1 (2004): 1-19.

la violence de manière judicieuse et prévisible pour maintenir le contrôle de leurs intérêts politiques paroissiaux. Elles pourraient maintenir le contrôle sur la violence et l'ordre exercés par leurs membres, en interdisant la violence contre les groupes qui leur confèrent leur légitimité. Elles pourraient agir comme des autorités quasi gouvernementales, s'appuyant sur des règles et des normes pour maintenir le pouvoir au sein de la communauté et n'exerçant la violence que contre ceux qui contestent leur position.

Les autorités des GAC qui n'ont pas consolidé leur pouvoir au sein de leurs communautés et leurs relations avec l'État peuvent utiliser la violence pour démontrer leur désir et leur capacité à dominer. Les autorités non consolidées des GAC peuvent exercer la violence stratégiquement et symboliquement dans le cadre d'un processus négocié plus large pour affirmer la légitimité et l'autorité, y compris pour établir des alliances politiques, acheter la loyauté et terroriser les non-loyalistes. Paul Staniland soutient que l'intégration sociale (la densité d'un réseau de groupes armés dans la communauté locale et le nombre de personnes recrutant et interagissant avec ces réseaux) est la caractéristique clé pour expliquer la cohésion et le contrôle des groupes armés, plus que l'idéologie, la fourniture de services et la popularité.⁴⁸

Les communautés ayant peu ou pas de présence institutionnelle étatique et des structures d'autorités locales faibles pourraient voir émerger des GAC autosuffisants et extractifs — des groupes autonomes qui survivent et s'enrichissent par des activités illicites et tirent profit des faiblesses des communautés. Ainsi, la source de l'autorité des GAC dirige en grande partie sa mission et l'exercice de la violence ; les objectifs de ces autorités se répartissent généralement en trois catégories interdépendantes : politique, sécuritaire et économique.⁴⁹

DISCIPLINE DE GROUPE

La mesure dans laquelle le leadership des GAC peut exercer la discipline de groupe est un facteur essentiel du niveau et des types de violence que les groupes emploient. La clé de la discipline de groupe est l'institutionnalisation, l'acceptation de normes, de rôles et de processus définis par les GAC en tant qu'institution. Dans les groupes qui n'ont pas de processus ou de principes de commandement et de contrôle formalisés qui régissent leurs opérations armées, la violence peut être réactive ou aveugle et non prédéterminée, c'est-à-dire personnelle, opportuniste ou vengeresse. Pour prévoir les schémas de violence, il est essentiel de comprendre quand et comment l'institutionnalisation se produit, à quoi elle ressemble et quels facteurs externes l'influencent.

L'institutionnalisation se produit principalement pour gérer la croissance et la sécurité. Comme les GAC assurent leur légitimité au sein des communautés et auprès des États, ils peuvent endosser de nouveaux rôles et prendre de l'expansion en taille et au niveau de leurs activités. Ils sont également susceptibles de croître en réponse aux menaces qui pèsent sur leur territoire ou leurs groupes. Les GAC autonomes qui n'ont pas consolidé leur autonomie et leur pouvoir peuvent utiliser la discipline organisationnelle et le secret pour prévenir les menaces, l'infiltration et la surveillance extérieure. Par conséquent, des facteurs externes, tels que le niveau et la nature des menaces, pourraient avoir un impact sur le commandement et le contrôle des GAC.

48 Staniland, Expliquer la cohésion, la fragmentation et le contrôle dans les groupes insurgés (Explaining Cohesion, Fragmentation and Control in Insurgent Groups).

49 Schuberth, Une approche des groupes armés communautaires en Afrique subsaharienne (Approaching Community-Based Armed Groups in Sub-Saharan Africa).

La croissance et la sécurité de l'organisation pose le défi du contrôle des unités subordonnées par les leaders. La plupart des unités fonctionnent avec un commandement et un contrôle décentralisés, et les communications dans les zones où les GAC se déploient sont donc souvent difficiles. En outre, les GAC peuvent souffrir de défections : les individus qui s'intéressent principalement à leur propre intérêt peuvent saper la cohésion et les objectifs du groupe en évitant les opérations de sécurité, en ciblant les civils sans discrimination ou en cherchant un gain personnel.

Pour mettre en place des mécanismes de commandement et de contrôle et assurer la cohésion organisationnelle, le leadership peut adopter plusieurs stratégies :

- Un programme d'inculcation qui comprend une formation, un mentorat ou un rite de passage qui transmet les normes opérationnelles et les croyances partagées
- Un environnement organisationnel qui renforce les normes opérationnelles et sociales par le biais de codes de conduite, de systèmes de surveillance et de structures incitatives, telles que la promotion et la sanction
- Un système partagé de systèmes de croyances organisationnelles et de normes sociales auquel tous les membres, y compris le leadership, se soumettent.⁵⁰

La formalisation – l'institutionnalisation des structures de commandement et de contrôle pour assurer une meilleure coordination et des règles récurrentes qui sont légitimées au sein du groupe – peut prendre de nombreuses formes. Souvent, les normes de groupe sont tirées de la culture de ses membres – de leurs communautés ou de précédentes affiliations organisationnelles, telles que militaires ou tribales.⁵¹ Les structures de commandement et de contrôle formalisées sont souvent basées sur le patrimoine ou la bureaucratisation, en fonction des normes sociales dominantes.

Lorsque le patrimonialisme est le mécanisme d'institutionnalisation, la chaîne de commandement et de contrôle est normalisée mais personnalisée, tournant autour du dirigeant principal.⁵² Dans de tels cas, la légitimité du leadership dépend de la réputation du dirigeant pour combattre, nouer des alliances et étendre les rentes politiques clientélistes. La relation patrimoniale est répliquée dans toute l'institution avec des leaders subordonnés imitant les références et les faveurs du leader ou tirant la légitimité de relations familiales ou ethniques. Un bon exemple de système patrimonial est le seigneur de guerre d'Afghanistan, Abdurrashid Dostum, qui a centralisé le commandement et la violence à travers des réseaux clientélistes qui ont fait progresser ses ambitions politiques.⁵³ Dans les systèmes clientélistes, les dirigeants punissent les membres qui font défection ou se subvertissent durement et violemment, comme pour avertir les autres des dangers de l'insubordination.

Une autre forme d'institutionnalisation est le pouvoir dépersonnalisé lié à un poste. À mesure que les GAC se développent, diversifient les tâches ou que les activités illicites deviennent plus complexes, un degré de formalisation des rôles et des responsabilités dépasse le contrôle d'un leader.⁵⁴ Par exemple, à mesure qu'un cartel de drogue se développe, il diversifie ses activités et institutionnalise ses opérations. Les groupes armés décentralisés ont souvent des niveaux de discipline interne plus efficaces. En revanche,

50 Ibid., 137-138.

51 Schlichte, *Dans l'ombre de la violence (In the Shadow of Violence)*, 164.

52 Ibid., 168.

53 Ibid.

54 Ibid., 175.

la centralisation peut être une réponse à des niveaux plus élevés d'indiscipline tant en termes de contrôle de groupe que d'exercice de la violence.⁵⁵

RECRUTEMENT

Les ressources d'un groupe influencent ses options de recrutement et d'exercice de la violence. Le processus de recrutement détermine la manière dont les GAC peuvent répondre aux défis organisationnels et aux facteurs externes qui les influencent. Les groupes disposant de ressources importantes ou hautement accessibles et jetables, avec des dotations principalement économiques, peuvent fournir immédiatement des avantages aux membres et réduire les coûts de participation pour leurs membres en fournissant des armes, des uniformes et de la nourriture. Cependant, cette facilité de participation pour les recrues affecte les niveaux de confiance et rend difficile l'établissement d'une base transactionnelle pour l'adhésion. Les recrues à faible engagement sont plus coûteuses pour une organisation, moins fidèles et enclines à ignorer ou à réinterpréter les mandats du groupe. Les recrues disposant de ressources matérielles peuvent être des profiteurs,⁵⁶ mais elles peuvent également être mobilisées rapidement et en grand nombre.

Les GAC ont également ce que Weinstein appelle des « dotations sociales » : des identités distinctives et des réseaux interpersonnels denses qui peuvent être facilement mobilisés pour assurer la subsistance et le soutien.⁵⁷ Ces identités de groupe et normes partagées avec leurs communautés donnent aux GAC un accès aux recrues et un soutien logistique basé sur des identités et des valeurs communes. Les dotations sociales peuvent prendre différentes formes, comme des coûts de transaction plus faibles avec les recrues ou les communautés en raison de relations réciproques de longue date ; des identités et des intérêts partagés ; et des liens horizontaux entre les GAC et d'autres groupes, comme les clans, les tribus ou les groupes ethniques ou de parenté.⁵⁸ Enfin, les GAC peuvent offrir aux membres de la communauté un processus alternatif d'agence politique et sociale et d'action collective en tant que bien social.

Les organisations fondées sur des dotations sociales sont plus habiles à institutionnaliser l'engagement de leurs membres en construisant un environnement de coopération et de contrôle. Les groupes pauvres en ressources ont tendance à attirer des membres engagés dans le groupe qui sacrifieront ou reporteront la récompense individuelle pour la réussite et la survie du groupe. Des identités morales, sociales, historiques ou politiques fortes fournissent des justifications aux fins du groupe et à la conduite des opérations, un processus de recrutement sélectif et des règles pour punir les transfuges. Les groupes pauvres en ressources attirent des membres désireux et capables de coopérer à long terme. Leurs membres sont plus susceptibles de suivre les ordres des leaders et de rester disciplinés dans la conduite de leurs opérations.⁵⁹ Cependant, les organisations qui recrutent sur la base d'engagements à long terme et de dotations sociales ne le font pas avec des niveaux élevés de réussite. Leurs recrues sont engagées envers les organisations plutôt qu'elles-mêmes, mais elles sont moins nombreuses.

Les caractéristiques fondamentales définissant les GAC sont leur intégration aux réseaux politiques nationaux et locaux, aux structures de pouvoir de l'État, telles que l'élite politique ou les forces de sécurité, et aux structures de pouvoir locales, telles que les chefs de gouvernement tribaux et locaux. Le fait que leur exercice de violence au nom ou en dehors de ces réseaux de pouvoir soit basé sur des

55 Weinstein, 158.

56 Ibid., 102.

57 Ibid., 49.

58 Ibid., 49.

59 Ibid., 139.

relations négociées ou en cours de consolidation définit davantage ces groupes. Des facteurs externes — tels que l'accès aux ressources, les acteurs internationaux, l'évolution des normes sociales en matière de violence et la stabilité du climat de menaces — peuvent troubler ou perturber ces relations et, par conséquent, la manière dont les groupes exercent la violence.

Une typologie des groupes armés communautaires

Le tableau 1 permet d'analyser un GAC donné à tout moment en termes de caractéristiques externes et internes afin d'identifier des points d'effet de levier potentiels pour l'engager, le gérer ou le transformer. Les études de cas et la recherche conceptuelle future peuvent utiliser ces facteurs pour réfléchir aux GAC et les analyser au cas par cas, en comparaison croisée ou en retraçant l'évolution d'un groupe dans ces dimensions. Bien que les facteurs ne reflètent pas l'intégralité des caractéristiques complexes des GAC et de leurs contextes opérationnels, ils fournissent une vue d'ensemble complète des principaux facteurs pour élucider la compréhension du comportement des GAC et éclairer la conception des stratégies d'intervention potentielles.

Tableau 1. Analyse des fonctions internes et externes du GAC

FONCTIONS INTERNES				FONCTIONS EXTERNES				
STRUCTURE DE LEADERSHIP	DISCIPLINE	RECRUTEMENT	EXERCICE DE LA VIOLENCE	RELATIONS AVEC L'ÉTAT	RELATIONS AVEC LA COMMUNAUTÉ	RESSOURCES	NORMES	CLIMAT DE MENACES
AUTONOME/ AUTORITÉ	COHÉRENT/ DÉCENTRALISÉ	TRANSACTIONNEL/ FONDÉ SUR DES PRINCIPES	NÉGOCIÉ/ CONTRAIT	NÉGOCIÉ/ CONTRAIT	NÉGOCIÉ/ CONTRAIT	RICHESS/ PAUVRES EN RESSOURCES	PRÉDATEUR/ PROTECTEUR	STABLE/ INSTABLE

Source : auteur.

Le tableau 2 fournit une illustration des types idéaux de GAC, en fonction de la nature de leur relation avec l'État et la communauté et de la fonction que leur exercice de la violence remplit (sécurité, politique ou économique), conditionnant l'identité du groupe.⁶⁰

60 Voir Schuberth, Une approche des groupes armés communautaires en Afrique subsaharienne (Approaching Community-Based Armed Groups (CBAGs) in Sub-Saharan Africa).

Tableau 2. Une typologie des groupes armés communautaires en fonction de leurs relations avec l'État et la communauté et de la fonction de leur violence

FONCTION/TYPE DE VIOLENCE	RELATION	...AVEC L'ÉTAT	...AVEC LA COMMUNAUTÉ
SÉCURITÉ	NÉGOCIÉE	PARAMILITAIRE, CHEF DE GUERRE, CHASSEUR, REPRÉSENTANT DU GOUVERNEMENT	PROTECTION DE LA COMMUNAUTÉ, CHASSEURS, SURVEILLANCE DE QUARTIER, LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ, INSURRECTION
	CONTRAINTE	CHEF DE GUERRE, PARAÉTATIQUE, MILICE	JUSTICIER, PARAMILITAIRE, TRIBALE/ÉTHIQUE
POLITIQUE	NÉGOCIÉE	PARAMILITAIRE, SÉCURITÉ PRIVÉE, PATRONAGE	AUTODÉFENSE TRIBALE/ETHNIQUE
	CONTRAINTE	AILE POLITIQUE ARMÉE, MILICE	AILE POLITIQUE DES JUSTICIERS/CHASSEURS, CLIENTÉLISME, PATRONAGE
ÉCONOMIQUE	NÉGOCIÉE	CARTELS, CAPTATION DE L'ÉTAT, OLIGARCHIE, CLIENTÉLISME	CONCURRENCE DES RESSOURCES, GROUPES ARMÉS DE TRAVAIL/PROFESSIONNELS, PROTECTEURS DES BOVINS, CHASSEURS
	CONTRAINTE	BANDES, PASSEURS, TRAFIQUANTS	BANDITS, VOLEURS, VOLEURS DE BÉTAIL, TRAFIQUANTS, CRIME ORGANISÉ

Source : auteur.

Par exemple, un GAC avec une structure de commandement et de contrôle faible en raison d'une croissance rapide résultant de menaces ou de booms de ressources, de nombreuses recrues opportunistes, une exposition à la violence de haut niveau et une structure de leadership sans relation négociée avec la communauté peut exercer une violence contre la communauté de manière offensive et coercitive. À l'inverse, un GAC avec des normes sociales de protection et de service communautaires, une structure de commandement et de contrôle institutionnalisée et des relations de leadership négociées avec la communauté fonctionnera comme un groupe de protection communautaire, exerçant une violence de manière défensive et discriminatoire pour empêcher les menaces d'entrer dans la communauté ou d'y avoir un impact.

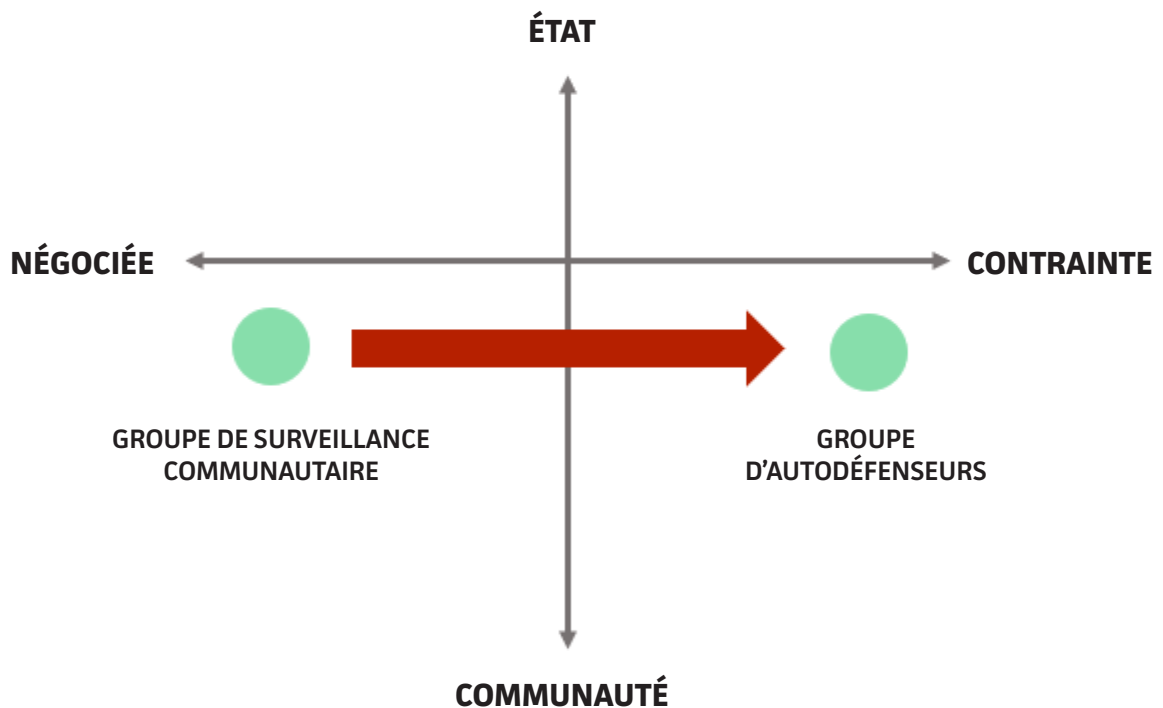
Fluidité

Les GAC sont des organisations fluides qui changent d'identité entre différents types ; les changements de dynamique externe entraînent ces changements. Les changements dans les ressources, l'influence internationale, le climat de menaces et les normes de l'ordre social obligent les GAC à modifier leurs

pratiques de recrutement et leurs structures de commandement, de contrôle et de leadership. Lorsque ces fonctions changent, ils peuvent conduire les GAC à différentes formes organisationnelles, par exemple, d'un gang à un groupe de sécurité parrainé par des politiciens, ou d'un groupe de protection communautaire à une force de police étatique. Dans ces cas, la manière dont les GAC exercent la violence – négociée, coercitive/discriminée, sans discrimination – peut fondamentalement changer.

La figure 1 suit un changement que l'auteur a découvert lors de recherches précédentes à Kisumu, au Kenya. La communauté a payé un groupe de protection communautaire pour exercer une violence limitée contre les bandes criminelles violentes, déployant une norme de protection de l'ordre social. Lorsque la communauté a cessé de payer pour les services de protection du GAC parce qu'elle avait réussi à éradiquer la menace, le changement dans sa dotation en ressources a forcé le groupe à rechercher d'autres sources de financement. Le groupe a offert ses services aux politiciens locaux et aux réseaux criminels pour protéger leur agenda politique et économique clientéliste. Dans certains cas, cela signifiait cibler les membres de la communauté qui contestaient ou concurrençaient les ambitions politiques du politicien ou le territoire d'un réseau criminel ; par conséquent, l'exercice de la violence par le groupe est passé de protecteur à prédateur. Avec davantage de ressources, le GAC a commencé à recruter davantage de jeunes, dont certains étaient plus opportunistes qu'attachés aux principes de service et de protection communautaires. Moins capables d'exercer un commandement et un contrôle disciplinés, les membres du GAC ont exercé la violence de manière plus ponctuelle, parfois sans discrimination, sur la base de vendettas personnelles. Ainsi, une évolution des ressources et des relations entre la communauté et l'État a modifié l'exercice de la violence par le GAC et donc son identité, passant d'un groupe de protection communautaire à groupe de justiciers clientélistes.

Figure 2. Transformation dans l'exercice de la violence d'un GAC à Kisumu, au Kenya



Source : auteur.

En résumé, cette recherche présente deux découvertes principales sur le cadre typologique conceptuel des GAC.

- Premièrement, les GAC peuvent être classés en fonction de leur relation avec l'État et les communautés dans lesquelles ils sont intégrés et de leur utilisation de la violence.
- Deuxièmement, la manière dont les GAC exercent la violence est déterminée par l'exécution de leurs fonctions internes (leadership, commandement et contrôle, recrutement), qui, à leur tour, sont contraintes par des facteurs externes dans leur environnement (relations avec l'État et la communauté, climat de menaces, normes sociétales en matière de violence, acteurs internationaux et ressources).

Les changements dans les facteurs externes obligent les GAC à modifier leur fonctionnement pour rester pertinents. Ces changements internes peuvent redéfinir leur identité. Grâce à ces deux découvertes, les chercheurs et les praticiens peuvent surveiller et évaluer leurs points transitoires potentiels, en aidant à identifier les opportunités d'engager, de gérer et de transformer leur comportement ou l'écosystème État-communauté dans lequel ils opèrent. La section suivante teste ces découvertes dans deux études de cas historiques pour validation.

ÉTUDES DE CAS

L'application de ce cadre typologique dynamique sur les transitions des GAC à deux études de cas historiques testera la validité des découvertes et les effets interactifs des forces externes sur les fonctions internes. À quoi ressemblent les opérations des GAC et leur exercice de violence sous l'influence de multiples variables intervenantes ? Par exemple, comment un GAC recrute-t-il, exerce-t-il un commandement et un contrôle, et utilise-t-il la violence lorsqu'il a la légitimité de l'État et de la communauté, a accès à des ressources importantes et fait face à une menace croissante ? Comment un GAC exerce-t-il ses fonctions (recrutement, commandement et contrôle) et utilise-t-il la violence lorsqu'il est autonome, coopté par l'État, doté de ressources et rejeté par la communauté ?

Les deux études de cas proposent une analyse comparative. D'une part, le Peuple contre le gangstérisme et la drogue (People Against Gangs and Drugs ou PAGAD) s'est imposé comme un groupe de protection citoyen urbain en réponse à la montée de la criminalité dans le quartier majoritairement musulman de West Cape, en Afrique du Sud. Le PAGAD s'est transformé plusieurs fois au cours de son existence, d'une organisation communautaire non armée en un groupe d'autodéfense en une organisation terroriste désignée au niveau national et international.⁶¹

D'autre part, les chasseurs dozos de Côte d'Ivoire et le mouvement Benkadi ont également connu de multiples transitions des années 1990 à 2010. Ils ont commencé comme des branches de chasseurs de gibier en Guinée, au Mali et en Sierra Leone, unis par une relation mystique avec le vénéré Manmory. Un déclin précipité du gros gibier en même temps qu'une hausse de la criminalité violente à l'échelle du pays ont vu les dozos de Côte d'Ivoire devenir une force de sécurité privée nationale qui s'est également

61 Étant donné que les groupes armés communautaires jouent souvent des rôles controversés dans une communauté ou un État, ce rapport se garde bien d'indiquer quand ces rôles sont contestés. Dans le cas du PAGAD, en tant qu'organisation à prédominance musulmane qui a mené une série d'attaques contre des fonctionnaires sud-africains au cours de la période du 11 septembre, ils ont attiré l'attention des États-Unis. La question de savoir si ces attaques étaient des représailles, visaient à repousser un effort concerté de l'État pour faire cesser le PAGAD, ou si le PAGAD était destiné à renverser le gouvernement sud-africain est un sujet controversé.

engagée dans la justice réparatrice dans le nord. Plus tard, rattrapés par les violentes contestations pour le pouvoir politique au niveau national, certains dozos ont rejoint des groupes insurgés ; la plupart, cependant, étaient contenus dans leur patrie du nord, où ils étaient parfois qualifiés de milices ethniques. Ils opéraient principalement dans la brousse pour maintenir la paix et la sécurité dans des communautés où les forces de sécurité de l'État n'étaient pas présentes.⁶²

Côte d'Ivoire : les mouvements dozos et Benkadi

INTRODUCTION

Du milieu des années 1980 au milieu des années 1990, une vague de criminalité nationale s'est abattue sur la Côte d'Ivoire, causée par un enchevêtrement de facteurs économiques : récession, chômage élevé et baisse des dépenses du secteur public.⁶³ Les forces de l'ordre, affaiblies par les programmes d'austérité de l'administration, n'arrivaient pas à contrôler la situation et les réseaux criminels ont fini par dominer des pans de territoire.⁶⁴ Dans le nord, ces réseaux contrôlaient une grande artère de transport et commettaient des actes de vols sur l'autoroute.⁶⁵ Dans le même temps, le statut des chasseurs de gros gibier dozos en Côte d'Ivoire déclinait de concert avec la surchasse du gros gibier.⁶⁶ Face à l'insécurité grandissante, les dozos vivant dans le nord-ouest le plus éloigné, frontaliers du Mali et de la Guinée, organisaient des patrouilles de sécurité et aidaient les membres de la communauté à obtenir justice. Ces deux forces – la baisse des ressources survenant en même temps qu'un état d'urgence national – ont transformé un réseau décentralisé de groupes de chasse locaux et traditionnels en une institution de sécurité nationale rivalisant avec les institutions étatiques.⁶⁷ La transformation des dozos analysée à travers le cadre met en évidence les facteurs externes qui ont influencé les changements dans les fonctions organisationnelles.

ORIGINES ET TRANSFORMATION

Les groupes de chasseurs dozos de Côte d'Ivoire habitent les régions du nord où s'est installée une diaspora mande, comme dans d'autres pays, comme le Burkina Faso, la Guinée, le Liberia, le Niger, le Sénégal et la Sierra Leone.⁶⁸ Au cours des années 1990, de nombreuses sociétés de chasseurs mande de la région d'Afrique de l'ouest se sont transformées à mesure que l'État et les donateurs ont eu recours à leurs services pour lutter contre la criminalité, sécuriser les frontières et protéger les biens environnementaux.⁶⁹ En Sierra Leone, des chasseurs mande ont servi aux côtés des troupes gouvernementales pendant la guerre civile ; au Burkina Faso, en Guinée et au Mali, ils ont été mandatés en tant qu'agents de conservation dans des zones protégées.⁷⁰ Une classe discrète de chasseurs, les dozos sont une confrérie parlant mandé qui se distingue par son pouvoir mystique de guérison et de protection. Ils croient que leur patron Manimory ne les protégera que s'ils respectent les règles éthiques du groupe. Les dozos ont

62 Christian K. Hojbjerg, Examen de la chasse à l'État éthique : le mouvement Benkadi en Côte d'Ivoire (Review of Hunting the Ethical State: The Benkadi Movement of Cote d'Ivoire), *Ethnos* 77, n° 4 (2012) : 564.

63 Thomas J. Bassett, Poursuites dangereuses : associations de chasseurs (Donzo Ton) et politique nationale en Côte D'Ivoire (Dangerous Pursuits: Hunter Associations (Donzo Ton) and National Politics in Cote D'Ivoire), *Africa* 73, n° 1 (2003) : 9.

64 Ibid.

65 Hellweg, Chasseurs, rituels et liberté (Hunters, Ritual, and Freedom), 38.

66 Thomas J. Bassett, Chasseurs porteurs de carte, pauvreté rurale et déclin de la faune dans le nord de la Côte d'Ivoire (Card Carrying Hunters, Rural Poverty and Wildlife Decline in Northern Cote d'Ivoire), *The Geographical Journal* 171, n° 1 (mars 2005).

67 Hojbjerg, Examen de la chasse à l'État éthique (Review of Hunting the Ethical State), 564.

68 Bassett, Chasseurs porteurs de carte, pauvreté rurale et déclin de la faune dans le nord de la Côte d'Ivoire (Card Carrying Hunters, Rural Poverty and Wildlife Decline in Northern Cote d'Ivoire), 24.

69 Bassett, Poursuites dangereuses (Dangerous Pursuits), 9.

70 Ibid.

toujours eu un rôle sociétal spécial au-delà de la chasse au gibier ; les communautés dans lesquelles ils vivent croient que les pouvoirs protecteurs des dozos éloignent le mal.⁷¹

Les demandes de protection auprès des dozos émanant des citoyens et des États découlaient de leur droit à porter des armes, de leur affinité avec les immigrants et de leur manière fondée (et non intéressée) de fonctionner et d'interagir avec les citoyens et les communautés. En Côte d'Ivoire, ces valeurs communautaires ont été inculquées à leurs recrues bénévoles grâce à une longue initiation de trois ans qui comprenait le mentorat par des chasseurs seniors.⁷² Les dozos étaient très décentralisés et dirigés par le membre le plus âgé au niveau du village. Les groupes de chasseurs comptaient sur l'inculcation de la culture et de la morale des chasseurs pour la discipline et l'organisation. Ils ont porté leur code moral de réciprocité par le transfert de leur identité de groupe à des fournisseurs de sécurité communautaire, protégeant les citoyens de ce qu'ils percevaient comme l'abandon immoral par l'État ivoirien des pauvres face à la criminalité. Les dozos voyaient dans leurs nouvelles missions de police et de sécurité privée une analogie avec la chasse ; l'activité criminelle dégradait leurs idéaux communautaires et justifiait leurs opérations de protection. C'était un modèle de violence légitime pour le bien social.⁷³

Au début des années 1990, avec le déclin du gros gibier, les associations de chasseurs ont développé leurs activités fonctionnelles dans le nord de deux manières qui mettaient en évidence l'absence de l'État : comme administration de la justice et comme auxiliaire de la police. Les agriculteurs locaux appelaient souvent les dozos pour jouer un rôle de médiateur dans les conflits liés aux dégâts des cultures avec les éleveurs locaux, pour suivre les bovins ayant causé les dégâts et pour négocier des accords avec les propriétaires de bétail appropriés. Les agriculteurs indemnisaient les dozos pour leur temps et leurs dépenses. Leurs efforts en matière de justice réparatrice ont amélioré la sécurité alimentaire dans les communautés rurales du nord, car les agriculteurs ont reçu une compensation pour leurs pertes et ont pu maintenir la production alimentaire.⁷⁴

RELATIONS AVEC L'ÉTAT

Originaire de la région d'Odienne, dans le nord de la Côte d'Ivoire, les dozos ont également organisé un chapitre des Benkadi, un mouvement d'associations de chasseurs qui a débuté au Mali et s'est étendu aux pays voisins, comme le Burkina Faso. Alors que la criminalité se répand rapidement en Côte d'Ivoire, les autorités du nord commencent à mandater les associations de chasseurs créées à l'origine par les dozos pour patrouiller les rues, entretenir les barrages routiers et sécuriser les voies de circulation. Les taux de criminalité ont baissé.⁷⁵ En conséquence, les demandes ont afflué de toute la Côte d'Ivoire pour les services de sécurité des Benkadi, y compris dans les villes frontalières et même du sud. Les efforts pour transformer les dozos en un mouvement anti-criminalité approuvé par le gouvernement ont eu des effets transformateurs sur le recrutement et les fonctions opérationnelles de l'organisation. Le gouvernement national dirigé par le président Félix Boigny a reconnu la réussite en matière de sécurité régionale dans le nord et sa confiance placée dans les groupes de chasseurs dozos Benkadi. Le gouvernement a autorisé l'aide apportée par les dozos à la police dans la lutte contre la criminalité, ce qui a permis aux membres des associations de chasseurs de porter des armes sans être sanctionnés s'ils portaient une carte de membre officielle.

71 Katharina Heitz Tokpa, Puissance territoriale sans souveraineté : chasseurs et État sur les marges nord de la Côte d'Ivoire (Territorial Power without Sovereignty: Hunters and the State on Cote d'Ivoire's Northern Margins), dans *Spatial Practices: Territory Border and Infrastructure in Africa*, ed. Ulf Engel, Matt Boeckler, et Detlef Muller, Mann (Boston : Brill, 2018), 100.

72 Bassett, Chasseurs porteurs de carte (Card Carrying Hunters), 24.

73 Hojbjerg, Examen de la chasse à l'État éthique (Review of Hunting the Ethical State), 565.

74 Bassett, Chasseur porteurs de carte, pauvreté rurale et déclin de la faune dans le nord de la Côte d'Ivoire (Card Carrying Hunters, Rural Poverty, and Wildlife Decline in Northern Cote d'Ivoire), 24.

75 Bassett, T., Poursuites dangereuses (Dangerous Pursuits), 11.

L'adhésion au mouvement Benkadi s'est rapidement développée pour plusieurs raisons : la capacité de posséder une arme pour fournir de la nourriture aux ménages les plus pauvres et le paiement des services de sécurité, comme les patrouilles communautaires et les barrages routiers. D'autres groupes ethniques ont rejoint le train de l'emploi sécuritaire (par exemple, les Baoule, Bete, Guere, Gourou et Yacouba), se rendant dans le nord pour rejoindre le mouvement Benkadi.⁷⁶ Un chapitre local de Benkadi à Korhogo a porté le mouvement au niveau national en créant l'Association des chasseurs du Grand Nord (Hunter Association of the Great North) et en ouvrant les rangs à tous ceux qui voulaient lutter contre la criminalité.⁷⁷

À ce moment-là, le processus d'initiation pluriannuel des dozos a été abandonné. Les nouvelles recrues ont reçu une formation et, dans un clin d'œil à la culture des dozos, elles ont prêté serment de bonne conduite à une amulette qu'elles ont accepté de porter.⁷⁸ L'institutionnalisation des dozos au sein du mouvement Benkadi a entraîné des clivages au sein du groupe qui est passé d'un réseau informel de groupes de chasseurs locaux à une organisation centralisée. Alors que les dirigeants nationaux ivoiriens ont initié une discrimination systématique des groupes ethniques du nord, des questions se sont posées sur le rôle joué par les chasseurs dans l'arène politique nationale de plus en plus violente.

Alors que le mouvement Benkadi se développait et se dispersait dans toute la Côte d'Ivoire pour assurer la sécurité communautaire, il s'est transformé en une organisation transactionnelle, a établi une structure de commandement bureaucratique et s'est enchevêtré dans la politique nationale. Lors des élections présidentielles de 1995, le président de l'Association des chasseurs du Nord, Edouard Coulibaly, a annoncé que les dozos étaient entrés dans la scène politique nationale. Des rumeurs ont circulé selon lesquelles Coulibaly avait accepté de l'argent de la part du Parti démocrate de Côte d'Ivoire (PDCI) pour soutenir la candidature du président par intérim Bedie.⁷⁹ Sa manipulation des dozos, qui soutenaient à l'époque de nombreux partis politiques différents, a conduit plus tard des responsables politiques à soupçonner le Benkadi d'être une menace pour les détenteurs du pouvoir politique.⁸⁰ Cette manipulation était toutefois mutuelle, les responsables politiques rivalisant pour le soutien des dozos afin d'augmenter leur score électoral.

Incapable de coopter les dozos, Bedie a commencé à craindre qu'il s'agisse d'une menace pour son administration et le parti PDCI ; son rival, Alassane Ouattara, a puisé son plus fort soutien du nord, la base géographique des dozos. Les dozos ont déclaré leur position officielle comme apolitique, soulignant qu'ils travaillaient pour la sécurité de leur employeur, quelle que soit son appartenance politique. Leurs déclarations publiques n'ont toutefois guère eu d'écho auprès du gouvernement de Bedie, qui a décidé de restreindre les dozos à onze départements du nord, plutôt que de leur accorder le statut légitime d'organisation de sécurité privée que demandait l'association de chasseurs.⁸¹ Cela signifiait que les dozos ne pouvaient plus porter d'armes ou travailler comme gardiens dans le sud et se limitaient à une région culturellement définie dans le nord.⁸² Il était interdit aux citoyens non ivoiriens d'adhérer à l'association de chasseurs et les membres étaient privés d'armes modernes. Le confinement n'était pas simplement une mesure politique visant à affaiblir l'influence des habitants du nord du pays et la position du leader de

76 Ibid.

77 Ibid.

78 Ibid.

79 Thomas J. Bassett, Containir les dozos : la politique d'échelle en Côte d'Ivoire (Containing the Donzow: The Politics of Scale in Côte d'Ivoire), *Africa Today* 50, n° 4 (Été 2004) : 31-49.

80 Bassett, Poursuites dangereuses (Dangerous Pursuits), 11.

81 Ibid., 15.

82 Topka, Puissance territoriale sans souveraineté (Territorial Power without Sovereignty), 101.

l'opposition Ouattara lors des prochaines élections présidentielles de 2000.⁸³ Il visait à renforcer l'Ivoirité, la politique de manipulation des identités ethniques pour maintenir le contrôle politique en réduisant l'influence de la diaspora mande en Côte d'Ivoire.⁸⁴ Non seulement les dozos ont été rattrapés par la politique au niveau national, mais ils sont aussi devenus un point focal de la politique d'ethnisation qui ravageait la Côte d'Ivoire.

En 1999, un coup d'État contre Bedie a porté au pouvoir l'armée, dirigée par le général Guei, qui s'est appuyé sur le soutien symbolique et militaire des dozos. Le général a rétabli les dozos en tant que force de sécurité auxiliaire, protégeant les postes de contrôle dans tout le pays ainsi que les lieux publics à Abidjan.⁸⁵ Les dirigeants dozos d'Abidjan auraient rencontré le général pour lui témoigner leur loyauté et réaffirmer leur non partisanerie. Le président du mouvement Benkadi a écrit au général pour lui faire part de sa volonté de soutenir les forces de l'ordre à tous les niveaux au service du peuple ivoirien.⁸⁶ Cependant, dans une remarquable répétition de l'ethnisation à grande échelle de la politique ivoirienne, Guei a renforcé l'Ivoirité pour éliminer Ouattara à l'élection présidentielle qu'il voulait remporter. La Cour suprême a soutenu les efforts d'exclusion de Guei, empêchant tout candidat du nord de se présenter aux élections.

Les tentatives de Guei pour voler les élections ont déclenché des manifestations massives des partisans de son concurrent au sein du parti Front populaire ivoirien (FPI). Guei a réagi en s'enfuyant ; Laurent Gbagbo, le leader de l'opposition qui s'était présenté contre Guei, s'est emparé de la présidence. Les partisans du Rassemblement des républicains (RDR) de Ouattara ont refusé de reconnaître sa légitimité, appelant à des élections justes et immédiates. Alors que le nord, bastion du RDR, reculait, demandant aux responsables de Gbagbo de partir au milieu des manifestations, les dozos protégeaient les manifestants des gendarmes pro-gouvernementaux. Alors que la violence et les troubles se multipliaient, les forces pro-Gbagbo ont dressé le portrait des dozos comme étant un bras de guérilla du RDR de Ouattara.⁸⁷ Gbagbo a cherché une opposition régionale aux dozos lors d'une réunion du Conseil de l'entente ouest-africaine. Les ministres des Affaires étrangères ouest-africains se sont engagés à contrôler l'immigration illégale (le mouvement des groupes dozos entre États) et à désarmer les groupes dozos considérés comme une menace pour la sécurité des États de la région.⁸⁸ Ces actions ont nourri la polémique de Gbagbo qui accusent les dozos d'être infiltrés par les étrangers. Ce qui, à leur tour, ont nourri le dogme d'exclusion ivoirite. Alors que les dozos ont été retirés des dispositifs de sécurité dans le sud, le mouvement Benkadi a commencé à se fracturer. Certains dozos se sont rangés du côté des soldats originaires du nord, à l'origine d'une insurrection contre le gouvernement Gbagbo. D'autres ont agi comme une force auxiliaire qui protégeait les citoyens du nord contre les gendarmes et policiers d'État. D'autres encore se sont retirés des violences.⁸⁹

En 2010, Ouattara a remporté l'élection présidentielle. Lorsque Gbagbo a refusé de céder sa place, la communauté internationale a organisé une intervention militaire, incluant l'ONU, l'armée française et les forces insurrectionnelles de Côte d'Ivoire. Durant l'intervention, les dozos ont participé à un massacre à Duékoué dans l'ouest. La communauté internationale fait pression sur Ouattara pour qu'il réagisse ; à son tour, il bannit toutes les forces de sécurité privées étatiques. En dépit d'un décret les criminalisant, les dozos ont continué à jouer un rôle public dans le nord, assurant la sécurité dans les zones où l'État

83 Ibid.

84 Bassett, *Poursuites dangereuses (Dangerous Pursuits)*, 15.

85 Topka, *Puissance territoriale sans souveraineté (Territorial Power without Sovereignty)*, 101.

86 Bassett, *Poursuites dangereuses (Dangerous Pursuits)*, 19.

87 Ibid., 24.

88 Ibid., 25.

89 Topka, *Puissance territoriale sans souveraineté (Territorial Power without Sovereignty)*, 101.

n'était pas présent. Ils ont protégé les communautés vivant dans la brousse, agi comme gardes-frontières et gardé les entrées des villages. Ils cohabitaient avec les représentants de l'État local, habitaient des zones urbaines et maintenaient l'ordre social dans le nord.⁹⁰

CONCLUSIONS

L'étude de cas des dozos valide les facteurs externes retenus pour ce cadre. Le déclin des ressources naturelles a poussé le groupe à passer de groupes de chasseurs traditionnels à forces de sécurité privées et communautaires. Approuvés par l'État, ils ont migré dans toute la Côte d'Ivoire à la demande des citoyens pour les protéger de la frénésie criminelle nationale. Légitimés par l'État et les citoyens, les dozos ont institutionnalisé le mouvement des associations de chasseurs Benkadi et se sont rapidement développés. Suite à la transformation des relations entre l'État et la société, les fonctions organisationnelles des dozos ont changé. Tout d'abord, les groupes sont passés d'une organisation dispersée et en réseau intégrée dans les communautés à des entités à l'autorité centralisée entretenant des relations négociées avec l'État. Ensuite, les dozos ont élargi leurs rangs pour inclure d'autres groupes ethniques et ont réduit les processus d'initiation. En conséquence, lorsque l'État a commencé à exercer des violences contre les dozos sous le régime Gbagbo, les associations de chasseurs ont commencé à se fragmenter en insurgés, protecteurs auxiliaires des populations du nord contre les policiers et gendarmes, et ils ont repris leur rôle traditionnel de protecteurs communautaires. Les dozos se sont moins limités dans leur exercice de la violence, commettant des atrocités contre les citoyens.

Hellwig a fait valoir que ces « choix moralement douteux » de violence aveugle devaient être compris comme faisant partie de la culture dozo du sacrifice et de la protection communautaire.⁹¹ Ils peuvent sembler illégitimes aux étrangers, mais étaient légitimes au sein du mouvement Benkadi qui a activement revu ses actions dans le contexte de la spiritualité dozo et des pouvoirs protecteurs. Les groupes de chasseurs ont probablement commis des actes de violence qui violaient les principes des dozos en raison de changements dans les fonctions organisationnelles internes. Des niveaux de recrutement plus élevés, en l'absence de la période d'initiation longue et traditionnelle, ont entraîné l'adhésion de personnes plus opportunistes et moins de discipline institutionnelle dans le respect des normes de l'ordre des dozos. Les nouvelles recrues ne se sont pas jointes en raison du style de vie et des valeurs des dozos, mais parce que le gouvernement les a autorisés à porter des armes et parce que les services de sécurité privés sont rémunérés.

Cela dit, le solide système de valeurs des dozos peut expliquer comment le groupe a réussi à résister aux manipulations politiques et aux attaques de l'État. De nombreux dozos ont rejoint l'insurrection et commis des atrocités à grande échelle. Cependant, même après des décennies de répression étatique, de nombreux dozos ont reculé au lieu de se transformer en insurrection majeure, même lorsqu'ils avaient la présence et la légitimité nationales pour défier l'État et faire pression pour le pouvoir politique dans le nord. L'instinct des dozos était de se replier sur ses racines culturelles et spirituelles.

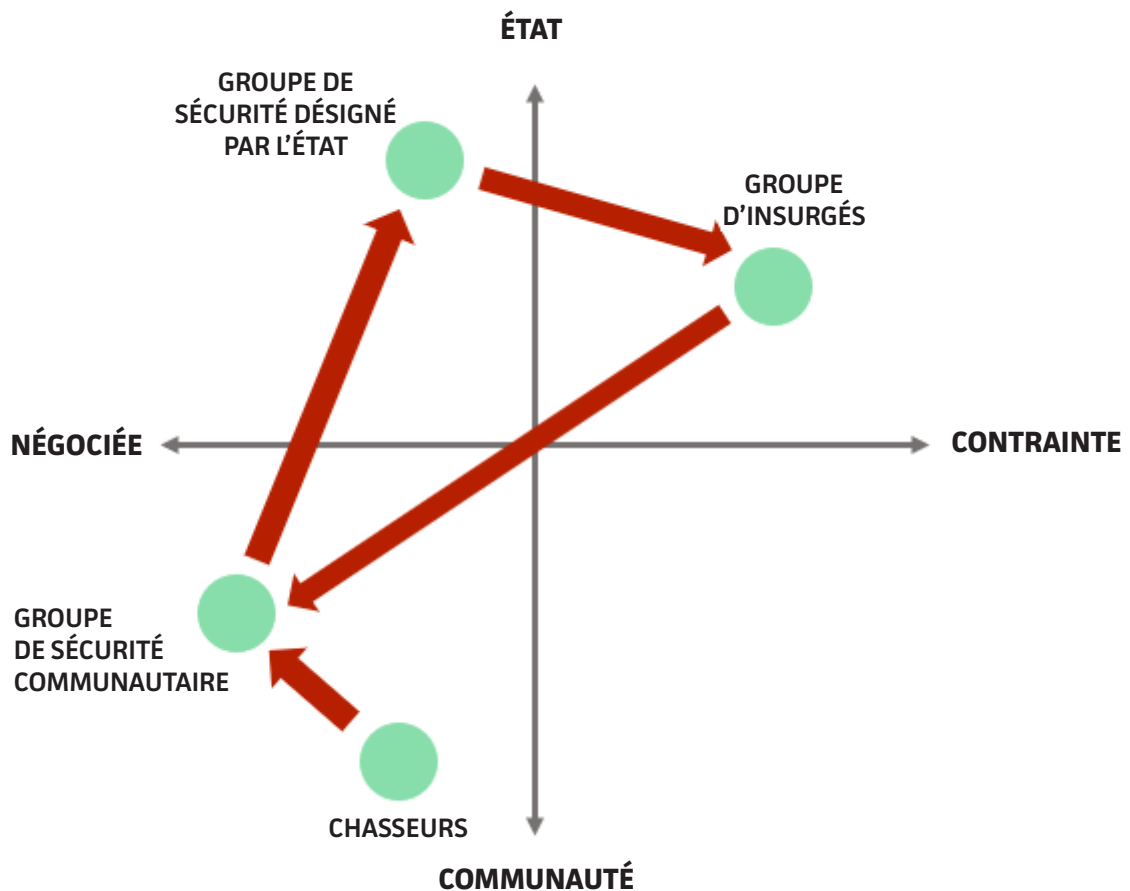
La figure 3 montre comment des facteurs extérieurs ont poussé les dozos à changer d'abord la relation négociée avec les communautés vers l'État. Puis, alors que l'État s'est retourné contre les dozos et établissait avec eux une relation plus coercitive, certains groupes dozos ont réagi en voulant attaquer l'État. Cependant, la majeure partie des dozos sont revenus ou sont restés dans le nord et se sont réengagés dans leur rôle de fournir sécurité et protection à leurs communautés.

90 Ibid., 102.

91 Hellweg, Chasseurs, rituels et liberté (Hunters, Ritual and Freedom), 56.

D'autres facteurs externes qui semblent avoir influencé les dozos et les changements organisationnels sont la communauté internationale, qui a mis la pression sur Ouattero pour les dissoudre, et les attentes communautaires en matière d'ordre social, qui ont contribué à la légitimité des dozos. Les communautés locales de toute la Côte d'Ivoire respectaient l'intégrité du rôle traditionnel des chasseurs pour protéger leurs communautés hôtes.

Figure 3. L'identité des dozos en fonction de leur usage de la violence



Source : auteur.

Afrique du Sud : le peuple contre le gangstérisme et la drogue

INTRODUCTION

La principale dynamique derrière la montée et la transformation du Peuple contre le gangstérisme et la drogue (People Against Gangsterism and Drugs ou PAGAD) en Afrique du Sud est la lutte d'une communauté pour gérer les effets du passage de l'apartheid à la démocratie. Cape Flats se situe à l'extérieur du Cap,

dans la province du Cap-occidental en Afrique du Sud, et est habitée par la communauté de couleur de la province ; plus de la moitié des 4,5 millions d'habitants étaient de couleur et majoritairement musulmans.⁹² Dans les années 1960, le gouvernement de l'apartheid a déplacé des communautés de couleur du centre-ville du Cap vers la province du Cap-occidental. Ces déportations ont déchiré les communautés, en particulier « les réseaux informels de bien-être communautaire et de contrôle social » établis autour des imams et des mosquées.⁹³ Les déplacements ont détruit les infrastructures de soins et de protection communautaires et les gangs sont devenus prédominants. Les habitants des six quartiers qui composent le Cap-occidental (plaine de Mitchells, Manenberg, Philippe, Bishop Lavis, Belville sud et Elsie's River) ont souvent organisé des surveillances de voisinage pour faire reculer la violence et la drogue. Cependant, le gouvernement autoritaire de l'apartheid les a réprimés en vertu de la loi sur l'Assemblée de Riotous.⁹⁴

Pour comprendre comment et pourquoi le PAGAD s'est formé, il est important de comprendre les transformations culturelles, politiques et sociales au Cap-occidental et en Afrique du Sud après la chute de l'apartheid. Dans toute l'Afrique du Sud, la privatisation de la sécurité était courante, le gouvernement cherchant à réduire l'apartheid administratif.⁹⁵ Dans le même temps, de nouvelles formes de sécurité privée existaient, avec une longue tradition historique et culturelle de communautés qui se polissent et d'organisations politiques et religieuses qui s'organisent autour de l'ordre social et de la retenue.⁹⁶ Le nouveau gouvernement du Congrès national africain (African national congress ou ANC) a également tenté de réformer la police, en introduisant un système de police communautaire à un moment où les communautés des townships n'avaient pas encore pardonné à la police leurs abus de l'époque de l'apartheid. Il existait encore une « culture de défiance mutuelle » ; les gens ne consentaient souvent pas à être surveillés, et la police opérait encore avec de vieilles conceptions du peuple comme menace.⁹⁷

À l'époque, les communautés de couleur du Cap-occidental votaient régulièrement et majoritairement pour l'opposition à l'ANC, le Parti national/Alliance démocratique (National Party/Democratic Alliance ou NP/DA), pour résister aux dangers d'un régime noir majoritaire. Le Cap-occidental était ainsi la seule province où le gouvernement provincial fournissait un foyer institutionnel à l'opposition politique. Les tensions entre l'opposition NP/DA et le gouvernement national, dominé par l'ANC, ont joué dans la réaction de l'État au PAGAD.⁹⁸ La mobilisation pour la sécurité a été prise dans une compétition politique partisane dans une circonscription très disputée, le Cap-occidental. L'ANC percevait les mouvements et groupes de sécurité mobilisés par les communautés non seulement comme une question de sécurité, mais aussi comme un problème politique que l'opposition pourrait exploiter.⁹⁹ Tout cela s'est produit alors que l'ANC commençait à sévir contre tous les opposants politiques.

Pendant ce temps, l'héritage politique de l'ère de l'apartheid – où la police et le gouvernement ont noué des relations avec les gangsters pour contrôler les townships –, combiné par la suite à une coopération bien documentée entre les gangsters et les mouvements de libération à la veille des élections de 1994,

92 Monaghan, *Un vendeur, une balle (One Merchant, One Bullet)*, 2.

93 Bill Dixon et Lisa-Marie Johns, *Gangs, PAGAD et l'État : l'autodéfense et la violence vengeresse au Cap-occidental (Gangs, Pagad and the State: Vigilantism and Revenge Violence in the Western Cape)*, *Violence and Transition Series 2* (mai 2001) : 11.

94 Monaghan, *Un vendeur, une balle (One Merchant, One Bullet)*, 2.

95 Laurent Fourchard, *La politique de la mobilisation pour la sécurité dans les townships d'Afrique du Sud (The Politics of Mobilization for Security in South African Townships)*, *African Affairs* 110, n° 441 (2011) : 609.

96 *Ibid.*, 611.

97 *Ibid.*, 612–14.

98 Dixon et Johns, *Gangs, PAGAD et l'État (Gangs, Pagad, and the State)*, 13.

99 Fourchard, *La politique de la mobilisation pour la sécurité (The Politics of Mobilization for Security)*, 621.

a éveillé les suspicions du PAGAD et de ses électeurs qui craignaient que l'ANC et la police n'étaient pas vraiment intéressés par la résolution du problème des gangsters.¹⁰⁰ Il y a eu une aliénation croissante de larges segments de la population par la démocratie libérale de l'ANC, qui a revendiqué un programme pour les droits de l'Homme, mais est devenue de plus en plus corrompue, soumettant l'élite politique à différentes lois.¹⁰¹

Enfin, l'autre changement tectonique survenu au Cap-occidental dans les années 1990 a été la lutte de plusieurs décennies entre l'islam progressiste et conservateur et l'influence déclinante de l'islam progressiste.¹⁰² Les habitants du Cap-occidental considéraient le PAGAD comme l'épicentre de la lutte pour l'âme de l'islam sud-africain. Les groupes musulmans de la communauté du Cap-occidental appréciaient la démocratie libérale et se sont vaillamment battus dans la lutte de libération pour un État démocratique — une lutte qui n'avait pas grand-chose à voir avec la religion, mais tout à voir avec le fait d'être un citoyen sud-africain. D'autres groupes musulmans estimaient que les musulmans ne devaient pas participer à la politique tant qu'ils n'avaient pas consolidé leur position religieuse en tant que foi qui pouvait, dans une position d'unité, plaider du point de vue de la religion musulmane.¹⁰³ Certains éléments plus conservateurs ont suivi Qibla, un mouvement musulman formé au Cap à la fin des années 1970 et 1980, qui a promu la révolution iranienne et préconisé que les musulmans sud-africains adoptent les principes islamiques stricts qui lui sont associés. Qibla a joué un rôle militant dans le mouvement anti-apartheid.¹⁰⁴

ORIGINES ET TRANSFORMATION

Le PAGAD, qui a principalement été actif au Cap-Occidental entre 1996 et 2001, s'est développé dans le cadre de la longue tradition communautaire des surveillances de voisinage.¹⁰⁵ Le PAGAD a vu le jour en tant que réponse communautaire populaire dans la nouvelle Afrique du Sud post-apartheid à une résurgence de la criminalité, de la toxicomanie et du gangstérisme dans les communautés de couleur de Cape Flats.¹⁰⁶ Son développement organisationnel était organique. La communauté a reconnu ne pas pouvoir lutter contre les gangs au niveau de la rue et du quartier. Les gangs étaient trop nombreux et trop forts et ripostaient avec violence. Les communautés devaient développer une masse critique de soutien populaire qui rendraient mal venu pour les dealers et les chefs de gangs de vivre dans leur région.¹⁰⁷ Les leaders du PAGAD ont lancé des campagnes de sensibilisation massives dans les églises, les mosquées et les groupes civiques. Ils ont organisé des veillées et distribué des dépliants, et le PAGAD est passé d'un petit groupe d'organisateur communautaires à un mouvement de réunions publiques et de manifestations. En plus de son rôle dans l'éducation communautaire, le PAGAD intervenait auprès du gouvernement. Le groupe a lancé un ultimatum au ministre de la Justice Dullah Omar pour qu'il prenne des mesures contre les barons de la drogue et les gangs dans un délai de 60 jours, par des mesures telles que l'application de la peine de mort, la confiscation des biens des gangs et des criminels, le refus de la libération sous caution des trafiquants de drogue et l'imposition de peines sévères pour les primo-délinquants.¹⁰⁸

100 Dixon et Johns, Gangs, PAGAD et l'État (Gangs, Pagad, and the State).

101 Esack, Le PAGAD et le radicalisme islamique : prise d'État ? (PAGAD and Islamic Radicalism: Taking on the State?), 9.

102 Ibid., 9.

103 Dixon et Johns, Gangs, PAGAD et l'État (Gangs, Pagad, and the State).

104 Monaghan, Un vendeur, une balle (One Merchant, One Bullet), 5.

105 Fourchard, La politique de la mobilisation pour la sécurité (The Politics of Mobilization for Security), 617.

106 Monaghan, Un vendeur, une balle (One Merchant, One Bullet), 3.

107 Dixon et Johns, Gangs, PAGAD et l'État (Gangs, Pagad, and the State), 11.

108 Monaghan, Un vendeur, une balle (One Merchant, One Bullet), 6.

En plus de ses relations avec le gouvernement, le PAGAD a commencé à aller davantage à la confrontation avec les leaders des gangs et les barons de la drogue du Cap-occidental, en se rendant en grand nombre chez eux et en leur demandant qu'ils quittent la communauté dans les 24 heures.¹⁰⁹ En août 1996, ces affrontements ont escaladé ; lors d'une intervention chez le trafiquant de drogue Rashaad Staggie, la foule a perdu le contrôle, l'a battu à mort et a mis le feu à son corps. Au yeux du public, l'attaque ressemblait aux anciennes tactiques de supplice du pneu de l'apartheid qui consistait à placer un pneu en feu autour du cou des personnes accusées de collaborer.¹¹⁰ À ce moment-là, les groupes criminels ont commencé à riposter, en s'organisant entre eux et en lançant des attaques sur les membres du PAGAD et les citoyens musulmans locaux, y compris les commerçants et les leaders religieux. Le soutien des citoyens a commencé à baisser en partie en raison de la désapprobation par le grand public des tactiques extrêmes du PAGAD, mais aussi à cause des menaces posées à la sécurité publique et au lancement d'un véritable conflit entre le PAGAD et les gangs qui a fait rage de 1996 à 1998. Les groupes de la société civile qui avaient initialement travaillé avec le PAGAD en tant que groupe de surveillance du voisinage ont rompu leurs liens avec l'organisation en raison de sa position ferme sur les négociations et les réconciliations avec les criminels. Les organisations de la société civile ont adopté une approche négociée plus clémentine pour engager les gangs communautaires et les trafiquants de drogue.¹¹¹

Les membres du PAGAD s'inquiétaient de la résistance de plus en plus violente des trafiquants de drogue à ses tactiques de manifestations publiques et de dénonciation et de confrontation avec les trafiquants. Il y avait également une désillusion grandissante quant à la réponse inefficace de l'État aux demandes du PAGAD pour des actions plus musclées après la rupture des négociations avec le ministère de la Justice.¹¹² Ces facteurs se sont conjugués pour conduire à une série de changements internes au sein du PAGAD : nouveau leadership, structure organisationnelle plus étroite et adoption de tactiques plus robustes.¹¹³

En octobre-novembre 1996, une scission s'est produite entre les modérés orientés vers les populistes du mouvement et la faction plus fondamentaliste et extrémiste associée à Qibla.¹¹⁴ La division ne portait pas que sur l'inefficacité grandissante des tactiques du PAGAD ; des opinions divergentes sur la meilleure stratégie à adopter étaient également des facteurs clés. Les leaders populistes Farouk Jaffries, Nathmie Edries et Ali Parker voyaient le PAGAD comme un moyen de restaurer les valeurs communautaires par la construction de centres de réhabilitation communautaires et l'engagement auprès des autorités de l'État pour faire entendre la perspective de la communauté. Cette stratégie était en contradiction avec le programme anti-État et pro-djihadiste de la faction Qibla. Au final, les populistes (Jaffries, Edries et Parker) ont été chassés de l'organisation.¹¹⁵ Bien que le PAGAD ait toujours mis l'accent sur le pouvoir de la communauté sur le pouvoir de n'importe quel individu, il y avait un sentiment croissant au sein de la communauté que ses dirigeants populistes s'imaginaient plus grands que l'organisation, s'engageant dans l'auto-promotion nationale et internationale.¹¹⁶

Avec leur expérience dans la lutte contre l'apartheid, les leaders et membres de Qibla apportaient une connaissance organisationnelle au PAGAD, en l'institutionnalisant au Cap-occidental et dans des bureaux

109 Ibid.

110 Dixon et Johns, *Gangs, PAGAD et l'État (Gangs, Pagad, and the State)*, 21.

111 Ibid., 25.

112 Ibid., 5.

113 Ibid.

114 Monaghan, *Un vendeur, une balle (One Merchant, One Bullet)*, 5.

115 Henri Boshoff, Anneli Botha et Martin Schonteich, *Peur dans la ville : terrorisme urbain en Afrique du Sud (Fear in the City: Urban Terrorism in South Africa)*, *Institute for Security Studies Monograph* 63 (2001) : 29.

116 Dixon et Johns, *Gangs, PAGAD et l'État (Gangs, Pagad, and the State)*, 21, 25.

satellites, par exemple à KwaZulu Natal, Guateng, Port Elizabeth, Kimberley et Johannesburg.¹¹⁷ La création de Pagad United, son organisation nationale, a élevé la stratégie locale du PAGAD au niveau national. Pour faire face plus efficacement aux gangsters et à la drogue et pour avoir davantage d'influence sur le gouvernement, le PAGAD avait besoin d'un front plus solide et plus vaste.¹¹⁸ L'exécutif national du PAGAD a coordonné les activités de ses organisations satellites, même si aucune n'est devenue aussi militante que la branche initiale du Cap-occidental.¹¹⁹ Après la scission de 1996, le PAGAD a commencé à se doter de structures internes plus formelles :

- **Secrétariat** : coordonnait toutes les activités au sein de l'organisation et organisait les réunions, les rassemblements, les réunions de prière, les conventions ainsi que la publicité et les avis à la communauté.
- **Juridique** : gérait les cautions, la défense et les relations avec les agences d'application de la loi au nom des membres accusés.
- **Bien-être social** : éduquait les communautés au sujet des drogues et du gangstérisme dans les écoles et les usines ; organisait des événements de divertissement communautaire, tels que des réunions de prière, des sorties et des événements sportifs ; et parrainait des programmes de réhabilitation des toxicomanes et des membres blessés du PAGAD.
- **Finances** : contrôlait et gérait les finances du PAGAD, recueillait des dons lors d'événements publics et organisait des campagnes de levées de fonds.
- **Sécurité** : opérait sous la forme de cellules pour protéger les foyers des membres du PAGAD ; au sein de l'unité de sécurité, il y avait au sein de chaque cellule une unité spéciale composée des membres les plus disciplinés et mieux formés qui formait le bras paramilitaire du PAGAD, connu sous le nom de Gun Force ou G-Force.
- **Éducation** : développait un programme sur le sujet des gangs et des drogues et aidait les éducateurs à donner des cours de biologie, de sciences et de mathématiques.¹²⁰

L'organisation interne du PAGAD est controversée et pas totalement comprise. Certains analystes et membres des renseignements croient que le Qibla a entièrement pris le contrôle et que les activités populistes et communautaires constituaient une couverture pratique pour ses opérations de plus en plus militantes. D'autres estiment cependant que bien que des idéologues ont dominé les rangs des leaders du PAGAD, les membres de la base ne sont eux demeurés que vaguement engagés à son programme fondamentaliste. La G-force a mené ses propres initiatives indépendamment de l'organisation générale.¹²¹

RELATIONS AVEC L'ÉTAT

S'il y a eu des tournants décisifs dans les relations internes du PAGAD, tels que la convergence de la violence en repréailles de la part des gangs et le manque de réponse de l'État dans les négociations avec le PAGAD, il y a également eu des tournants décisifs au sein de l'État. Il y a eu, de bien des manières, des occasions ratées ou incomprises, alors que le gouvernement post-apartheid a également subi une

117 Ibid., 33.

118 Ibid.

119 Monaghan, Un vendeur, une balle (One Merchant, One Bullet), 5.

120 Ibid., 5.

121 Dixon et Johns, Gangs, PAGAD et l'État (Gangs, Pagad, and the State), 26.

réforme en profondeur de ses institutions, en particulier la police. À l'automne de 1996, le gouvernement et le PAGAD ont entamé des négociations sur une réponse policière et pénale à la menace grandissante de la drogue et des gangs dans les townships du Cap-occidental. Le procureur général du Cap-occidental a suggéré que si le PAGAD voulait faire quelque chose contre la drogue, il devrait se concentrer sur les points d'entrée. En décembre 1996, le PAGAD a organisé une manifestation à l'aéroport du Cap. Le groupe avait effectué une demande pour la manifestation, mais elle a été refusée par le ministre des Transport et le cabinet du Président. Le PAGAD a maintenu la manifestation, mais estimait que tout le processus de négociation était un guet-apens pour que cela tourne à la confrontation avec le gouvernement. Suite à la manifestation, le PAGAD a accru sa présence dans les manifestations musulmanes internationales devant l'ambassade d'Israël et à l'arrivée du premier ministre britannique Tony Blair. La violence a escaladé entre les forces paramilitaires du PAGAD et les gangs. En réaction, le gouvernement a publié en décembre 1996 une déclaration selon laquelle le PAGAD constituait une menace pour la sécurité nationale et qu'il était aussi anti-État que les gangsters eux-mêmes.¹²²

Dans cette déclaration, le gouvernement durcissait considérablement sa position. Il a commencé à mettre en place des mesures juridiques et de sécurité contre le PAGAD, telles qu'interdire ses membres de posséder des armes à feu et interdire aux manifestants de porter des masques. Les deux mesures ont réduit le soutien populaire apparent dont bénéficiait le PAGAD ; ses membres et supporters ne voulaient pas défier les barons de la drogue et les membres des gangs ouvertement sans avoir la possibilité de demeurer anonymes ou de se défendre contre des représailles.¹²³ La double voie d'une application plus rigoureuse et d'une condamnation publique du gouvernement a poussé le PAGAD à passer d'un mouvement populaire de masse à un groupe plus petit, plus resserré, mieux organisé, mais aussi plus homogène, isolé et défensif.¹²⁴

Les leaders du PAGAD avaient le sentiment que la réponse de l'État était un coup du gouvernement mené par l'ANC pour anéantir la dissidence et l'opposition politiques parce que le gouvernement craignait que les leaders du PAGAD ne militent pour un programme musulman internationaliste et que les membres de sa base soutenaient le NA/DP.¹²⁵ D'une façon ou d'une autre, le PAGAD était perçu comme anti-ANC. Le PAGAD a aussi souligné de manière cynique la coopération de l'ANC avec les gangs avant les élections de 1994 et son manque de réponse aux éléments criminels au Cap-occidental.¹²⁶ Les déclarations du gouvernement en décembre 1996 étaient une tentative pour associer le PAGAD à l'islam militant et alimenter la panique domestique et internationale quand à la montée d'un islamisme fondamentaliste. En faisant ce lien, le gouvernement a tenté de priver le PAGAD du soutien dont il bénéficiait auprès des musulmans modérés et des non-croyants.¹²⁷

Alors que la position du PAGAD et celle de l'État se sont durcies, le nouveau dirigeant du PAGAD, Aslam Toefy, a adopté une approche plus instrumentaliste dans ses négociations avec l'État, ne cherchant plus à transformer les relations État-citoyens comme l'avaient tenté les précédentes négociations. En 1998, le PAGAD a remis au gouvernement une liste de plus de 100 membres de gangs et de de groupes de trafiquants de drogue, indiquant où ils habitaient et les crimes qu'ils avaient commis. La police a répondu qu'elle ne pouvait pas se lancer à la poursuite des gangsters étant donné que ses ressources étaient

122 Ibid.

123 Gabeba Baderoon. Au sujet des visages de l'islam en Afrique du Sud : du pittoresque au Pagad et après (Regarding South African Images of Islam: From the Picturesque to Pagad and After), *South African Historical Journal* 6, n° 1 (2009) : 109.

124 Dixon et Johns, Gangs, PAGAD et l'État (Gangs, Pagad, and the State), 6.

125 Fourchard, La politique de la mobilisation pour la sécurité (The Politics of Mobilization for Security), 617.

126 Dixon et Johns, Gangs, PAGAD et l'État (Gangs, Pagad, and the State), 25.

127 Ibid., 29.

pleinement mobilisées pour contrôler le PAGAD. Le PAGAD a accepté de cesser ses manifestations pendant un mois pour permettre aux policiers de réaffecter leurs ressources, mais le groupe a estimé qu'il y a eu très peu d'actions policières pendant cette période. La police a noté qu'en raison de nouveaux processus démocratiques, cela prendrait du temps pour compiler les preuves et préparer les arrestations. Cependant, peu de temps après, la police a lancé l'opération Good Hope, une opération spéciale visant à arrêter les membres du PAGAD et à saper totalement l'organisation. L'opération a été lancée en réponse à une série d'attaques terroristes sur les cibles plus faciles de la ville, dont les restaurants, que le gouvernement a attribué au PAGAD et que le PAGAD dément avoir organisé. Les membres du PAGAD estimaient que comme l'identité des ses dirigeants avait été révélée lors des négociations, la police avait utilisé ces informations pour les cibler.¹²⁸

La réponse décousue de la police, entamant des négociations avec le PAGAD tout en ciblant l'arrestation, était largement attribuable à une fracture grandissante au sein de la force policière en fonction de ceux qui adhéraient encore aux techniques et perspectives de l'apartheid et de ceux qui avaient une opinion plus nuancée du PAGAD. Ce dernier groupe a estimé qu'il y avait un élément pragmatique au sein du PAGAD avec lequel il pouvait négocier et s'engager.¹²⁹ Le deuxième groupe a éventuellement perdu face au durcissement de la position de l'État et a éventuellement été l'objet d'une enquête pour sa « sympathie » avec le PAGAD. Au fur et à mesure que la position de l'État est devenue plus répressive, le noyau du PAGAD est également devenu plus réactionnaire, défensif et militant. En fin de compte, la violence causée par la montée des gangs et des réseaux de drogue qui avait donné naissance au PAGAD s'est poursuivie à un rythme soutenu, les efforts de l'État s'avérant infructueux pour démanteler le crime organisé.

CONCLUSIONS

L'étude de cas sur le PAGAD confirme également que l'interaction entre les facteurs externes identifiés dans cette étude — organisation communautaire, relations avec l'État, acteurs internationaux et normes de violence — contribue de manière significative à l'organisation initiale du PAGAD et à ses transformations. Ce cas démontre la complexité de l'existence des GAC en périodes de transition post-conflit et de consolidations démocratiques alors que le gouvernement effectue des réformes et que les normes de violence changent. Il était difficile tant pour le PAGAD que pour le gouvernement de voir au-delà du brouillard causé par la transition et de comprendre leurs nouvelles positions et leurs nouveaux contextes.

L'enseignement à tirer est la difficulté à engager les GAC en période de transition. Comme l'illustre la figure 4, la modification dans la manière dont le PAGAD a utilisé la violence est davantage due au fait que les normes acceptées par l'État et les communautés en matière de violence ont changé et moins attribuables au fait que le PAGAD a radicalement changé ses opérations armées. Les changements de normes de société quant à ce qu'est une violence acceptable peuvent radicalement affecter la légitimité d'un GAC.

Il est également clair dans les deux études de cas que les relations entre l'État et le GAC ne peuvent pas tant être définies par l'absence de l'État, mais plutôt par la perception du gouvernement quant à savoir si le GAC est favorable ou aligné à des opposants politiques. Par conséquent, l'État peut considérer les GAC comme des acteurs politiques et pas seulement des acteurs de la sécurité. Que les GAC soient

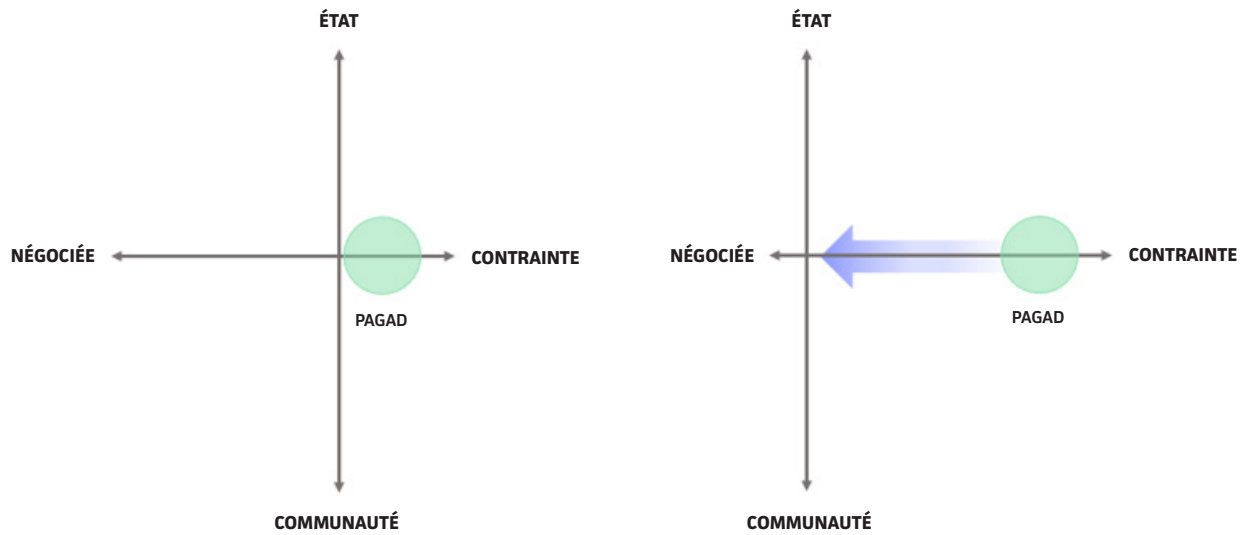
128 Dixon et Johns, *Gangs, PAGAD et l'État (Gangs, Pagad, and the State)*, 24.

129 *Ibid.*, 27.

réellement des acteurs politiques ou pas n'est pas pertinent pour l'État qui se préoccupe davantage de savoir s'ils pourraient le devenir. En conséquence, la relation prend un aspect paradoxal ; l'État dépend des GAC pour améliorer sa légitimité et lui permettre d'opérer et d'engager, jusqu'à ce que les GAC deviennent des menaces pour l'État.

Enfin, en termes de dynamiques internes des GAC, les comparaisons entre le PAGAD et les organisations dozos montrent que les valeurs sont importantes. Les dozos, qui ont des valeurs organisationnelles profondes centrées autour de la protection de la communauté, se sont retirés dans le nord plutôt que de laisser des forces de sécurité gouvernementales être lâchées sur leurs terres. Par opposition, le PAGAD a voulu transformer une démocratie libérale de plus en plus corrompue en rappelant aux représentants du gouvernement les besoins des personnes qu'ils servent. En remettant en question l'État et en dénonçant ses lacunes publiquement, le PAGAD a préféré les gains politiques à la sécurité communautaire — une position qui a donné lieu à une réponse gouvernementale. Par conséquent, les facteurs externes suscitent les transitions des GAC, mais ce sont les facteurs internes qui sont décisifs dans la détermination de la manière dont les GAC vont réagir aux changements externes.

Figure 4. L'évolution des normes de l'État et des communautés en matière de violence renforce la perception du PAGAD comme étant coercitif



Source : auteur.

CONCLUSION

Ce cadre typologique dynamique relie l'organisation et les opérations des GAC aux facteurs environnementaux et relie les transformations des GAC aux évolutions de ces facteurs interdépendants. Les facteurs externes (relations avec l'État et la communauté, ressources, normes sociales, climat de menaces et acteurs internationaux) influencent les fonctions internes du groupe (structures de leadership, discipline et processus de recrutement). À leur tour, les fonctions internes déterminent la caractéristique fondamentale des GAC : comment ils exercent la violence.

Au fond, deux facteurs définissent l'identité des GAC : 1) le facteur externe des relations du groupe avec l'État et les communautés, et 2) la fonction interne de l'exercice de la violence par le groupe. Ces deux facteurs types fondamentaux sont interdépendants et s'influencent les uns les autres de manière dynamique. Les relations entre l'État et la communauté et l'exercice de la violence peuvent être caractérisées comme coercitives ou négociées ; ces deux catégories englobent des pratiques et des significations diverses, mais elles démontrent les relations sociopolitiques et culturelles fluides sous-jacentes qui créent l'identité.

Les deux études de cas de GAC dans ce rapport – le PAGAD et les dozos – ont commencé comme groupes de protection communautaire, mais ont suivi des trajectoires différentes. L'analyse comparative de ces différentes trajectoires permet de comprendre les facteurs qui déterminent les changements organisationnels et opérationnels.

Le rôle de l'État

Les normes historiques et de longue date de protection sociale pratiquées par les chasseurs dozos les ont aidés à résister aux pressions politiques exercées par les politiciens pour qu'ils déclarent leur loyauté envers un parti politique. En revanche, les normes de protection pratiquées par le PAGAD ont rapidement disparu sous la pression exercée par l'État. L'Afrique du Sud a connu de profonds changements dans la manière dont les communautés locales percevaient le nouvel État et dont l'État mettait en œuvre la sécurité, et le soutien communautaire dont bénéficiait le PAGAD a diminué en raison de sa violence contre les barons locaux de la drogue. Lorsque les liens du groupe avec les réseaux communautaires ont été rompus et que l'État a exercé une énorme pression par le biais de descentes de police et d'incarcérations, le PAGAD est devenu un groupe étroit et intransigeant qui a commis des violences contre les citoyens et l'État.

Quelles politiques étatiques ont abouti à ces trajectoires divergentes ? Dans un premier temps, le gouvernement ivoirien a cherché à contenir les dozos au nord, à réduire leur nombre et à les désarmer partiellement. Plus tard, lorsque le gouvernement ivoirien a utilisé les forces de sécurité contre les dozos, certaines factions se sont transformées en milices ethniques et en groupes insurgés. Le gouvernement sud-africain a mis en place une option d'escalade pour éliminer le PAGAD par des attaques policières, alors même que le groupe cherchait à négocier avec le gouvernement. L'analyse comparative suggère que lorsque l'État cherche à éliminer les GAC, ceux-ci ou leurs éléments fractionnés deviennent des groupes armés non étatiques. Cependant, lorsque l'État adopte une approche plus mesurée, même si les négociations sont coercitives comme en Côte d'Ivoire, les GAC, comme les dozos, deviennent d'autres types de GAC avec des relations davantage négociées avec l'État et les communautés.

Rôles accrus en matière de sécurité humaine

Les deux groupes ont commencé comme groupes de protection communautaire et ont rapidement assumé des responsabilités communautaires supplémentaires qui répondaient à une vision plus large de la sécurité : la sécurité humaine. Ces tâches de sécurité humaine, comme le règlement des différends pour les dozos et les cliniques communautaires et programmes jeunesse pour le PAGAD, suggèrent que les GAC ont des taux élevés de légitimité dans leurs communautés. Les forces légitimes de protection verront leurs fonctions s'étendre pour remplir des aspects supplémentaires de la sécurité humaine si l'État n'est pas présent et capable de le faire.

Les deux groupes avaient des affiliations internationales que l'État utilisait pour discréditer leur légitimité et leur loyauté envers la nation ou l'État. Les dozos avait des liens avec des groupes de chasseurs étrangers alors que le gouvernement ivoirien mettait en œuvre une politique d'exclusion raciale. L'association du PAGAD avec le groupe révolutionnaire iranien Qibla a permis à l'État d'étiqueter le PAGAD comme un groupe terroriste. Ainsi, les acteurs politiques peuvent manipuler et manipulent les différentes identités des GAC pour les discréditer auprès de leurs communautés en tant que moyen d'affirmer le contrôle de l'État.

Gérer les factions

Enfin, les changements dans les identités des GAC et dans l'exercice de la violence entraînent des factions au sein des groupes, indiquant que tous les membres n'acceptent pas de nouveaux modes de fonctionnement, surtout si les nouvelles normes remettent en question les principes organisationnels de longue date. Au Cap, les citoyens ont de plus en plus pris leurs distances avec le noyau plus radical du PAGAD, craignant le contrecoup des violences commises par les gangs et les cartels de la drogue contre les communautés. Ils sont restés concentrés sur les institutions de services communautaires du PAGAD. En Côte d'Ivoire, les dozos ont quitté le mouvement alors que certains groupes ont commencé à combattre l'État. Ainsi, dans ces moments de transition, les GAC sont vulnérables – ils peuvent se séparer, tandis que certaines factions peuvent durcir le ton pour commettre des actes de violence. Le gouvernement et la communauté internationale devraient être prêts à agir dans ces moments de transition. Les acteurs internationaux peuvent chercher à s'appuyer sur différents groupes pour contrôler la faction de plus en plus endurcie et l'isoler davantage et la contenir dans ses tentatives de consolidation et d'expansion de son organisation.

Si les indicateurs externes et les fonctions internes identifiés dans la typologie et dans les études de cas historiques sont davantage validés dans les cas actuels, cela enrichira une typologie des GAC basée sur le type et la direction de leurs opérations armées et décrira comment et pourquoi les GAC tendent vers d'autres entités. Pour les organisations internationales travaillant dans des environnements avec des GAC ou pour les groupes locaux de la société civile travaillant au sein des communautés, il est essentiel de comprendre ces changements, en particulier s'il est possible que les GAC fassent la transition vers des types d'organisations plus pernicieux, sur la base de changements externes dynamiques.

Ce rapport souligne également l'importance d'une stratégie holistique de surveillance et d'engagement pour les GAC. Leur existence est conditionnée par leur relation avec l'État et les communautés. Ainsi, les initiatives pour engager les GAC doivent également tenir compte de l'ensemble de leur existence : normes d'ordre social qui peuvent légitimer les types de violence, soutien de l'État et légitimité enracinée dans leurs communautés. Toute stratégie d'engagement des GAC doit aborder les normes sociales de

violence, l'histoire de la gestion ou de la manipulation des groupes armés par l'État ou les communautés, et leur légitimité.

Les acteurs internationaux doivent également reconnaître comment ils influencent les facteurs externes pour les GAC et comment anticiper les réponses dans les opérations GAC. Par exemple, si la communauté internationale fournit des ressources accrues à un GAC en particulier, elle peut attirer une base plus large de recrues opportunistes qui peuvent exercer la violence sans discrimination et abandonner les normes communautaires. De même, la communauté internationale peut apparaître comme une menace dans l'environnement d'un GAC en particulier, ce qui institutionnalise ses rôles et en fait une force de combat plus disciplinée et plus efficace. Les changements de la communauté internationale dans l'environnement externe ont des effets profonds sur la dynamique interne du groupe. Des recherches supplémentaires sont nécessaires pour mieux comprendre les effets de la dynamique internationale et régionale sur les opérations des GAC.

Enfin, les GAC sont très différents, mais les politiques d'engagement sont souvent similaires. Les stratégies d'engagement doivent tenir compte des caractéristiques internes, telles que les sources de légitimité et de loyauté, les capacités de leadership, le vivier de recrutement et les structures institutionnelles. Un GAC aux ressources étendues, dont les membres bénéficient d'avantages économiques, peut être davantage attiré par les transitions fondées sur l'emploi ou la rémunération. Les membres du GAC motivés par un ensemble interne de principes et de normes peuvent être davantage attirés par des programmes de transition qui sont plus spirituels, intellectuels ou ancrés dans le service communautaire, comme devenir un groupe d'intervention d'urgence et de sauvetage. Par exemple, une relation négociée et légitime avec l'État, qui pourrait modérer le recours à la violence par un groupe, prédomine-t-elle lorsqu'un GAC a accès à des ressources importantes, ce qui pourrait encourager une violence plus opportuniste ? D'autres recherches devraient étudier les effets interactifs, en déterminant si certaines variables sont plus influentes que d'autres sur les fonctions des GAC.

SOURCES

- Acuña, Vladimir Caraballo. Ordre local, accords de paix et présence différenciée de l'État. Négociations avec les milices populaires de Medellín (Órdenes Locales, Acuerdos de Paz y Presencia Diferenciada del Estado). *Colombia Internacional* 77 (2013) : 241–70.
- Bassett, Thomas J. Chasseurs porteurs de carte, pauvreté rurale et déclin de la faune dans le nord de la Côte d'Ivoire (Card Carrying Hunters, Rural Poverty and Wildlife Decline in Northern Cote d'Ivoire), *The Geographical Journal* 171, n° 1 (2005) : 24-35.
- . Contenir les dozos : la politique d'échelle en Côte d'Ivoire (Containing the Donzow: The Politics of Scale in Côte d'Ivoire), *Africa Today* 50, n° 4, numéro spécial (2004) : 31–49.
- . Poursuites dangereuses : associations de chasseurs (Donzo Ton) et politique nationale en Côte D'Ivoire (Dangerous Pursuits: Hunter Associations (Donzo Ton) and National Politics in Cote D'Ivoire), *Africa* 83, n° 1 (2003) : 1-30.
- Boshoff, Henri, Anneli Botha et Martin Schonteich. Peur dans la ville : terrorisme urbain en Afrique du Sud (Fear in the City: Urban Terrorism in South Africa). Pretoria : Institute for Security Studies, 2001.
- Buchanan, John. Myanmar et ses milices (Myanmar and Its Militias). *Asia Foundation*, 2 novembre 2016. <https://asiafoundation.org/2016/11/02/myanmar-and-its-militias/>.
- Cook, David. La montée de Boko Haram au Nigeria (The Rise of Boko Haram in Nigeria), *Combatting Terrorism Center Sentinel* 4, n° 9 (2011) : 3-5.
- Dixon, Bill et Lisa Marie Johns. Gangs, PAGAD et l'État : l'autodéfense et la violence vengeresse au Cap-occidental (Gangs, Pagad and the State: Vigilantism and Revenge Violence in the Western Cape), *Center for the Study of Violence and Reconciliation*, Violence and Transition Series 2, mai 2001.
- Dufka, Corinne. Nous étions des frères : abus des groupes d'autodéfense dans le centre du Mali (We Used to Be Brothers: Self Defense Group Abuses in Central Mali). Washington, DC : Human Rights Watch, 2018. <https://www.hrw.org/report/2018/12/07/we-used-be-brothers/self-defense-group-abuses-central-mali>.
- Esack, Farid. Le PAGAD et le radicalisme islamique : prise d'État ? (Pagad and Islamic Radicalism: Taking on the State). *Indicator South Africa* 13, n° 4 (1996) : 7-11.
- Farmer, Ben. Les zones tribales du Pakistan attendent encore la justice alors que l'armée resserre son emprise (Tribal Areas Are Still Awaiting Justice as Army Tightens Grip), *The New York Times*, 11 juin 2019. <https://www.nytimes.com/2019/06/11/world/asia/pakistan-tribal-pashtun-justice-army.html>.
- Fourchard, Laurent. La politique de la mobilisation pour la sécurité dans les townships d'Afrique du Sud (The Politics of Mobilization for Security in South African Townships), *African Affairs* 110, n° 441 (2011) : 607-27.
- Gáforo, Margarita, Ana Maria Ibáñez et Patricia Justin° 2014. Action collective et présence de groupes armés en Colombie (Collective Action and Armed Group Presence in Colombia), *Universidad de los Andes—Facultad de Economía—CEDE*, Bogotá, Colombie, Documento CEDE n° 2014-28, 9 juillet 2014. <http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.2489128>.
- Hellweg, J. Chasseurs, rituels et liberté : sacrifice des dozos en tant que technologie d'autodéfense dans le mouvement Benkadi en Côte d'Ivoire (Hunters, Ritual, and Freedom: Dozo Sacrifice as a Technology of the Self in the Benkadi Movement of Côte d'Ivoire), *Journal of the Royal Anthropological Institute* 15, n° 1 (2009) : 36-56. <https://doi.org/10.1111/j.1467-9655.2008.01529.x>.
- Hoffmann, Kaspr et Koen Vlassenroot. Les groupes armés et l'exercice du pouvoir public : les cas des Mayi-Mayi et des Raya Mutomboki à Kalehe, au Sud-Kivu (Armed Groups and the Exercise of Public Authority: The Cases of the Mayi-Mayi and Raya Mutomboki in Kalehe, South Kivu), *Peacebuilding* 2, n° 2 (2014) : 202-20.
- Hoffman, Kasper, Koen Vlassenroot et Gauthier Marchais. Impôts, l'État et les groupes armés : l'autorité publique et l'extraction des ressources naturelles dans l'est du Congo (Taxation, Stateness and Armed Groups: Public Authority and Resource Extraction in Eastern Congo), *Development and Change*, numéro spécial, (novembre 2016) : 1197–1456.
- Hofmann, Claudia et Ulrich Schneckener. Engager les acteurs armés non étatiques dans la construction de l'État et de la paix : options et stratégies (Engaging Non-State Armed Actors in State- and Peace-Building: Options and Strategies), *International Review of the Red Cross* 93, n° 883 (2011) : 1-11.
- Hojbjerg, Christian K. Examen de la chasse à l'État éthique : le mouvement Benkadi en Côte d'Ivoire (Review of Hunting the Ethical State: The Benkadi Movement of Cote d'Ivoire), *Ethnos* 77, n° 4 (novembre 2012) : 564-566.
- Human Rights Watch. Dangereuse résurgence des abus par des milices ethniques : protéger les civils, désarmer les groupes d'autodéfense (Dangerous Upsurge in Abuse by Ethnic Militias: Protect Civilians, Disarm Self-Defense Groups), 7 décembre 2018. <https://www.hrw.org/news/2018/12/07/mali-dangerous-upsurge-abuse-ethnic-militias#>.
- Jentsch, C. Le pouvoir spirituel et les dynamiques de la guerre dans les provinces de Nampula et de Zambezia (Spiritual Power and the Dynamics of War in the Provinces of Nampula and Zambezia), dans *The War Within: New Perspectives on Civil War in Mozambique, 1976-1992*, édité par Morier-Genoud, M. Cahen et D. Do Rosario. Suffolk : James Currey, 2018.
- Kaldor, Mary. À la défense de nouvelles guerres (In Defence of New Wars), *Stability: International Journal of Security and Development* 2, n° 1, p.Art. 4 (2013).

- Kaplan, Oliver. Donner un coup de pouce aux groupes armés : comment les civils transmettent des normes de protection (Nudging Armed Groups: How Civilians Transmit Norms of Protection), *Stability: International Journal of Security and Development* 2, n° 3, p.Art. 62 (2013).
- . Résister à la guerre : comment les communautés se protègent (Resisting War: How Communities Protect Themselves), Cambridge, Royaume-Uni : Cambridge University Press, 2017.
- Service de police du Kenya, Police communautaire (Community Policing), <http://www.kenyapolice.go.ke/pages/links/27-about-us/69-community-policing.html>.
- Leach, Melissa. 2004. Introduction à une question spéciale : sécurité, socio-écologie, régime politique : les chasseurs, la société civile et les États nations dans l'Afrique occidentale contemporaine (Introduction to Special Issue: Security, Socioecology, Polity: Mande Hunters, Civil Society, and Nation States in Contemporary West Africa), *Africa Today* 50, n° 4 (2004).
- Lefkowitz, Josh. Front de la terreur en Afrique du Sud (Terror's South African Front), *The National Interest*, 18 août 2004, <https://nationalinterest.org/article/terrors-south-african-front-2742>.
- Menkhaus, Ken. Somalie et la corne d'Afrique (Somalia and the Horn of Africa), Banque mondiale, Étude de cas du Rapport sur le développement dans le monde 2011, avril 2011. <http://documents.worldbank.org/curated/en/494981468303085454/pdf/632040WP00WDR0009B0Somalia00PUBLIC0.pdf>.
- Monaghan, Rachel. « Un vendeur, une balle » : la montée et la chute du PAGAD ('One Merchant, One Bullet': The Rise and Fall of PAGAD), *Low Intensity Conflict & Law Enforcement* 12, n° 1 (2004) : 1-19.
- Nagarajan, Chitra. Perceptions civiles de Yan Gora (FICC) dans l'État de Borno au Nigeria (Civil Perceptions of the Yan Gora (CJTF) in Borno State, Nigeria). Washington, DC : Center for Civilians in Conflict, 2018. <https://civiliansinconflict.org/wp-content/uploads/2018/06/2018.06.CJTF-Report.Africa-Program.Web...pdf>.
- Ndao, Alassane. L'informalisation de la violence physique légitime : le Sénégal à l'épreuve des milices islamiques, *Lien social et Politiques* n° 76 (2016) : 96-113.
- Podder, Sukanya. Groupes armés non étatiques et stabilité : reconsidérer la légitimité et l'inclusion (Non-State Armed Groups and Stability: Reconsidering Legitimacy and Inclusion), *Contemporary Security Policy* 34 (2013) : 34, 16-39. 1 (2013) : 16-39.
- Schuberth, Moritz. Une approche des groupes armés communautaires en Afrique subsaharienne : enseignements tirés et mesures de la réussite (Approaching Community-Based Armed Groups in Sub-Saharan Africa: Lessons Learned and Measures of Success). Washington, DC : Réseau RESOLVE, 2019
- . Le défi des groupes armés communautaires : vers une conceptualisation des milices, des gangs et des justiciers (The Challenge of Community-based Armed Groups: Towards a Conceptualization of Militias, Gangs, and Vigilantes), *Contemporary Security Policy* 36, n° 2 (2015) : 296-320.
- Staniland, Paul Stephen. Expliquer la cohésion, la fragmentation et le contrôle au sein des groupes d'insurgés (Explaining Cohesion, Fragmentation, and Control in Insurgent Groups). thèse de doctorat au Massachusetts Institute of Technology, 2010.
- . Milices, idéologie et l'État (Militias, Ideology, and the State), *Journal of Conflict Resolution* 59, n° 5 (2015) : 770-93.
- Schlichte, Klaus. Dans l'ombre de la violence : la politique des groupes armés (In the Shadow of Violence: The Politics of Armed Groups). Francfort : Campus Verlag, 2009.
- Topka, Katharina Heitz. Puissance territoriale sans souveraineté : chasseurs et État sur les marges nord de la Côte d'Ivoire (Territorial Power without Sovereignty: Hunters and the State on Cote d'Ivoire's Northern Margins), dans *Spatial Practices. Territory, Border and Infrastructure in Africa*, édité par Ulf Engel et al. 97-111. Suffering : Brill, 2018.
- Van Metre, Lauren. Résilience communautaire à l'extrémisme violent au Kenya (Community Resilience to Violent Extremism in Kenya). Washington DC : U.S. Institute of Peace, 2016.
- Weinstein, Jeremy M. La rébellion de l'intérieur : la politique de la violence des insurgés (Inside Rebellion: The Politics of Insurgent Violence). Cambridge, Royaume-Uni : Cambridge University Press, 2007.
- Winton, Alisa. Violence urbaine : un guide pour la littérature (Urban Violence: A Guide to the Literature), *Environment and Urbanization* 16, n° 2 (2004) : 165-84.
- . Jeunes, gangs et violence : analyse de la mobilité sociale et spatiale des jeunes à Guatemala City (Youth, Gangs and Violence: Analysing the Social and Spatial Mobility of Young People in Guatemala City), *Children's Geographies* 3, n° 2 (2005) :167-84.